

PA-ABX-115

1985

Documents techniques:

Un symposium sur les incitations  
à la production  
agricole en Afrique de l'Ouest

Ces communications ont été faites lors d'un symposium auquel ont participé 16 pays de l'Afrique de l'Ouest. Ce symposium était parrainé conjointement par le Secrétariat de la CEEAO et l'USAID/REDSO/WA et s'est tenu à Abidjan, du 9 au 13 avril 1985. Le projet était financé par le Projet d'Analyse des Politiques agricoles, un projet financé par AID/S&T sous contrat avec Abt Associates, Inc., Washington, D.C.

## Table des matières

Préface, par Stéphanie Wilson.....	document 1
Résumé de la conférence, par Frank Ofei.....	document 2
Harmoniser les politiques alimentaires et les politiques agricoles en Afrique de l'Ouest.....	document 3
Politiques pour une augmentation de la production agricole, applications pour l'Afrique de l'Ouest, par Rex F. Daly.....	document 4
Sierra Léone: Développement de l'agriculture, par C.J. B. Bola-Clarkson.....	document 5
Guinée: Une vue d'ensemble de l'agriculture, par Bernard Koundiano.....	document 6
Côte d'Ivoire: L'expérience ivoirienne, par le Ministère du Développement rural.....	document 7
Ghana: Incitations destinées à stimuler la production agricole, par Kwami Asafu-Adjei.....	document 8

Nous nous excusons du fait que le contenu des tableaux n'a pas été traduit. En conséquence, les chiffres dans les tableaux ont été exprimés selon le système américain. Veuillez remplacer mentalement les points par des virgules et les virgules par des points.

## Préface

Les présents rapports ont fait l'objet de communications lors du symposium sur les Incitations agricoles pour une augmentation de la production alimentaire, tenu à Abidjan, Côte d'Ivoire, du 9 au 13 avril 1985. Le symposium a été parrainé conjointement par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEEAO) et le bureau régional de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement international (USAID/REDSO/WA) et a été financé dans le cadre du projet d'Analyse des Politiques agricoles (APAP) grâce à un contrat avec Abt Associates Inc.

Le but principal du symposium, auquel ont assisté les délégués des pays membres, était d'analyser les politiques agricoles qui pourraient inciter les exploitants agricoles de la région à augmenter la production alimentaire. Plus spécifiquement, dans le cadre de ce symposium, on a :

- o étudié les différentes réalisations, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région de la CEEAO, qui ont fourni les meilleures incitations à l'augmentation de la production alimentaire;
- o analysé les politiques agricoles des pays membres de la CEEAO appropriées pour atteindre les buts mentionnés;
- o formulé un programme à moyen et à court terme pour le Secrétariat de la CEEAO visant à assister les Etats membres au niveau de la mise en oeuvre de politiques appropriées.

Ce symposium a été conçu dans le cadre des lignes générales d'une politique agricole commune (PAC) pour la région de la CEEAO, laquelle a été définie lors de la réunion entre les différents ministères de l'Agriculture tenue à Cotonou en mai 1982. Par la suite, la PAC a été adoptée lors de la réunion des chefs d'Etats où une stratégie a été mise en place pour arriver, en l'an 2000, à une auto-suffisance régionale dans la production alimentaire, pour diminuer les pertes alimentaires et pour assurer une meilleure distribution des produits alimentaires en accord avec le Plan d'Action de Lagos.

La stratégie pour le développement agricole englobe un certain nombre de domaines, entre autres:

- . production alimentaire
- . infrastructure rurale et bien-être social
- . production des cultures et élevage
- . pêcheries, sylviculture et faune
- . facteurs de production et crédit agricole
- . conservation, stockage des produits et sécurité alimentaire
- . transformation, marketing et commerce
- . recherche et formation agricoles

Certains projets spécifiques en cours dans le cadre de cette stratégie sont, entre autres, :

- o La création et renforcement de sept centres pour multiplier les semences
- o La création et renforcement de huit centres pour la reproduction, sélection et amélioration du bétail
- o Des études sur les coûts de production et les politiques tarifaires des produits agricoles.
- o La production et commercialisation des engrais et des pesticides.
- o Une étude sur le besoin de protéger l'environnement contre les animaux de proie, les insectes, la déforestation, la désertification et les incendies de brousse.
- o Des études visant à identifier des approches permettant d'accroître la consommation et l'utilisation des produits alimentaires locaux.
- o Trois zones à l'intérieur de la sous-région ont été identifiées pour des projets de développement intégré destinés à augmenter la production de cultures et de bétail et à mettre en place des agro-industries de support. Ces trois zones sont les suivantes:
  - (1) Le bassin moyen du fleuve Niger
  - (2) Le haut bassin du fleuve Niger
  - (3) La zone de l'O.M.V.S.

Dr. Stephanie Wilson  
Directeur, APAP

3

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS  
D'AFRIQUE DE L'OUEST  
(CEEAO)-----USAID

SYMPOSIUM SUR  
LES INCITATIONS  
AGRICOLES POUR UNE AUGMENTATION DE  
LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

ABIDJAN, 9 - 13 AVRIL 1985

CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS  
-----

par

Frank Ofei  
Directeur de la Recherche  
CEEAO

## CRISE DU SECTEUR AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Lors du symposium, les participants ont discuté du problème de la pénurie alimentaire existant dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. On a souligné que la production alimentaire et la croissance agricole en général ont stagné et que dans certaines zones, elles ont diminué pendant ces dix dernières années, alors que la croissance démographique annuelle a été supérieure à 2,5%. En conséquence, les importations de produits alimentaires et de matières premières de base agricoles en tant que facteurs de production industriels ont augmenté. Toutefois, par suite du manque de devises, il a été de plus en plus difficile de maintenir le niveau de ces importations et par conséquent, les besoins en produits agricole ne peuvent être satisfaits.

## CAUSES PRINCIPALES DE LA CRISE

Les participants ont fait remarquer que la faible production du secteur agricole était essentiellement due à des politiques inappropriées et à un manque d'attention accordée au secteur agricole bien plus qu'aux conséquences de la sécheresse et, en ce qui concerne les exportations de produits de base agricoles, à la baisse des prix sur le marché mondial. On a observé que l'agriculture en général avait été négligée ou n'avait eu qu'une attention marginale. En plus, les efforts minimes entrepris visaient surtout à accroître les exportations au détriment de la production alimentaire pour les besoins du pays. On a systématiquement oublié ou exploité les exploitants agricoles ruraux au lieu de reconnaître le besoin d'améliorer les conditions de vie de la population rurale et de récompenser leurs efforts. En plus, les politiques et activités gouvernementales dans les autres domaines avaient été

appliquées sans tenir compte des conséquences qu'elles avaient sur le secteur agricole, et de ce fait, ou elles avaient eu un impact négatif indirect ou elles n'avaient pas fourni le support nécessaire au secteur agricole.

#### RECOMMANDATIONS DES PARTICIPANTS

Tous les états membres de la CEEAO ont été conscients de la crise touchant le secteur agricole en Afrique de l'Ouest et ont pris ensemble la décision d'arriver, aussi vite que possible, à l'auto-suffisance alimentaire dans cette région dans le cadre de la stratégie de développement agricole régional. Aux fins de réaliser les objectifs de la stratégie et pour assurer une croissance solide du secteur agricole, les recommandations suivantes ont été faites lors du symposium:

##### 1. Changer l'ordre des priorités économiques nationales:

Le secteur agricole devrait être hautement prioritaire et bénéficier d'un maximum de ressources non seulement pour des questions d'équité mais aussi parce qu'il représente la principale source d'activités économiques. En règle générale, le secteur agricole contribue à plus de 80 pour cent du PIB. Les relations entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie devraient être reconnues, permettant ainsi d'assurer l'adoption de politiques compatibles. Cela supposerait que l'on dispose de données et d'une bonne connaissance du secteur agricole et des besoins en matière de développement agricole. Si l'on veut que ce secteur passe à un rang plus élevé, des décisions en faveur du soutien à l'agriculture doivent être prises au plus haut niveau.

2. Se concentrer sur les exploitants agricoles traditionnels et le développement rural

Une attention toute particulière devrait être accordée aux exploitants agricoles traditionnels et l'amélioration de l'environnement rural afin que les petits exploitants agricoles puissent gagner plus et améliorer leurs conditions de vie. Un contact étroit devrait être établi avec les exploitants agricoles et leur participation directe aux efforts destinés à améliorer la production agricole devrait être encouragée. Cela pourrait se faire plus facilement en organisant des groupes de petits exploitants agricoles afin de faciliter les arrangements au niveau de l'approvisionnement, de la production, du marketing et du financement.

3. Une production accrue et diversifiée:

Dans le cadre des efforts visant à augmenter la production agricole, il faudra exploiter tout le potentiel des différentes zones écologiques en encourageant la production des cultures et l'élevage d'un bétail qui sont les plus appropriées à ces localités spécifiques. Le but devrait être de promouvoir une production équilibrée de cultures vivrières, de produits d'exportation et de matières premières industrielles.

4. Facteurs de production, approvisionnements

Pour une meilleure productivité des petites exploitations agricoles, de meilleurs facteurs de production agricoles devraient être fournis en quantité suffisante et dans de bons délais. Cela suppose une production et une distribution bien organisée des semences, du bétail destiné à la reproduction, des engrais, des pesticides ainsi que des outils.

5. Conditions du point de vue technique et de la gestion

A part de meilleurs facteurs de production, il faut également améliorer les méthodes traditionnelles de culture, d'élevage et de pêche. Dans ce contexte, il s'agit d'identifier et d'introduire auprès des communautés d'exploitants agricoles des techniques de gestion agricole simples, concernant entre autres, la santé des animaux et des plantes, la gestion de l'eau, la prévention des incendies de brousse, l'érosion et la dégradation des sols.

6. Financement agricole

Pour répondre aux besoins de ce secteur, on devrait mettre à sa disposition un budget suffisant et des réserves de devises. De même, il faudrait mettre au point de nouvelles méthodes permettant aux exploitants agricoles d'avoir accès à des crédits à taux préférentiels. Cela devrait inclure la mise en place en milieu rural de schèmes bancaires et d'épargne adaptés au contexte et aux caractéristiques des exploitations agricoles et capables de mobiliser les ressources financières locales.

7. Politique tarifaire

Si l'on veut que les prix agissent comme incitations à la croissance de la production, il faudra lever la barrière de fixation des prix agricoles discriminatoires afin de faire jouer les forces du marché pour arriver à une meilleure rémunération du producteur. De la même manière, le contrôle des prix qui biaisent les mécanismes commerciaux des pays voisins et crée des transactions parallèles à caractère non-officiel devrait être découragé. La CEEAO devrait encourager les pays membres à se concerter pour établir des politiques tarifaires harmonieuses.

9

8. Recherche et développement

Une attention toute spéciale devrait être accordée à la recherche destinée à servir de base permettant d'élaborer des techniques, des outils et autres facteurs de production nouveaux et plus appropriés et qui seront nécessaires si l'on veut moderniser et rendre plus productif le secteur agricole. Encourager les efforts de coopération aux niveaux national et sub-régional constitue une bonne manière d'y arriver.

9. Prévention des pertes après la moisson

Des méthodes pour prévenir les pertes pendant et après la moisson devraient être élaborées et disséminées. On s'occupera tout spécialement de l'incidence et des causes des pertes à divers stades de la moisson, notamment en observant quels sont les techniques et outils inefficaces. Les pertes après la moisson sont dues à de mauvaises méthodes de manutention ou au mauvais contrôle des rongeurs et des insectes, à des méthodes de stockage inadéquates, au séchage ou autre forme de conservation inefficace ainsi qu'à des méthodes de transport inappropriées.

10. Stockage et conservation

Afin d'augmenter l'offre totale et de régulariser le flot des produits agricoles vers les marchés, de bonnes méthodes de stockage et de conservation doivent être utilisées et un système permettant d'assurer la provision d'installations appropriées doit être mis en place.

11. Transformation

Il faudrait encourager la création d'installation de transformation pour traiter les articles de base agricoles et les transformer en produits alimentaires ou autres dérivés agricoles. Cela permettrait d'augmenter la valeur des produits de base et de faire le lien entre l'agriculture et l'industrie.

12. Transport

Pour supprimer le goulot d'étranglement empêchant de monétiser les produits du secteur agricole traditionnel, il faudrait installer des infrastructures, développer un réseau routier approprié et établir un bon système de transport rural/urbain.

12. Voies de distribution

On devrait fournir de l'assistance pour organiser des systèmes de distribution et de commercialisation, y compris des mécanismes d'information sur le marché concernant les prix, l'offre et la demande. Ces systèmes devraient être élaborés aux niveaux national et sous-régional et on devrait chercher à appliquer les clauses du libre échange concernant les produits agricoles contenues dans le traité de la CEEAO.

14. Dispositions institutionnelles

Il faudra mettre en place toute une série de mécanismes de support institutionnel afin d'assurer une bonne mise en oeuvre des recommandations citées ci-dessus. Cela inclut de bons services de vulgarisation agricole accessibles à tous les exploitants agricoles, des organisations d'exploitants

agricoles, le financement des exploitants agricoles ou des institutions bancaires rurales, des régimes fonciers assurant que les futurs exploitants agricoles aient accès aux terres et des organisations de marketing agricole.

15. Assistance internationale à l'agriculture

Si l'on veut que les mesures énoncées ci-dessus puissent être entièrement réalisées, il faudra que la sous-région bénéficie d'une assistance bien plus importante de la part du système des Nations-Unies et des autres sources d'assistance internationales tant multilatérales que bilatérales.

HARMONISER LES POLITIQUES ALIMENTAIRES ET LES POLITIQUES  
AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST<sup>1</sup>

Etant donné que l'un des buts principaux de ce symposium est d'organiser les éléments de base d'un programme pour la CEEAO pour les années à venir, j'aimerais profiter de cette occasion pour mentionner certains aspects relatifs à l'harmonisation des politiques agricoles et alimentaires dans la région englobant les 16 pays. J'aimerais soulever certaines questions pouvant être discutées lors de ce symposium et suggérer certaines manières d'appliquer un plan qui non seulement établit des priorités mais les échelonne également dans le temps. Dans les mois à venir, ce plan pourrait être considéré, analysé et testé par la CEEAO et ses pays membres.

Les problèmes que les Etats membres devront considérer lorsqu'ils pèseront les avantages et désavantages de certains choix économiques difficiles et les compromis politiques que ces choix entraîneront est un autre domaine tout aussi important si ce n'est plus. Ensemble avec d'autres orateurs, nous devons explorer certaines options et discuter de certaines conséquences dans l'espoir que cela stimulera des analyses plus approfondies qui vous aideront à prendre des décisions dans le contexte social, politique et économique de nos pays respectifs.

---

<sup>1</sup>/ Communication faite par Oswald P. Blaich, de la Société Robert R. Mathan Associates, Washington, D.C. Certaines des références utilisées comme base de ce rapport sont énoncées en Annexe A.

12

Le thème

L'hypothèse sur laquelle je base mes remarques est la suivante: harmoniser, au niveau régional, les politiques relatives à l'alimentation et à l'agriculture peut déboucher sur une productivité accrue pour les cultures et le bétail au niveau de chaque pays qui exploite ses propres avantages comparatifs et permettra également, grâce aux échanges commerciaux, d'augmenter le produit total de la région bien plus qu'on ne pourrait le réaliser autrement.

La notion d'avantages comparatifs demande à ce qu'on étudie les politiques relatives à l'utilisation des ressources, aux différentes techniques et technologies adoptées, aux coûts et à l'offre. Ces facteurs détermineront comment les pays pourront répondre aux incitations destinées à produire des produits différents dans des quantités différentes. La notion d'échanges commerciaux demande à ce qu'on étudie les différentes possibilités pour les importations et les exportations, les politiques commerciales, le contrôle des devises et l'infrastructure nécessaire pour qu'il y ait échange commercial entre les pays ayant un excédent de certains articles de base et les pays ayant une forte demande pour ces mêmes articles. Sans échange commercial, un pays ne peut pas réaliser pleinement ses avantages comparatifs.

Cette hypothèse soulève des questions économiques importantes:

- o Que doit-on faire et dans quel ordre de grandeur?
- o Quelles sont les incitations nécessaires? Quel est le rôle joué par les prix?
- o Quel est le bon niveau auquel on peut harmoniser les prix?
- o Dans quelle mesure le processus d'harmonisation peut-il remédier à la pénurie alimentaire qui est en train de s'aggraver?

13

- o Quelles sont certaines des conditions nécessaires à cette harmonisation?
- o Que peut faire la CEEAO pour aider les pays membres à atteindre une certaine prospérité?

#### Atteindre l'auto-suffisance

Lors de la réunion du Conseil des Ministres de la CEEAO, tenue à Cotonou en 1982, on a décidé qu'en l'an 2000, la région devrait être auto-suffisante du point de vue production alimentaire. Il n'y a que quinze ans qui nous séparent de cette date. Lors de cette réunion, bien qu'on ait évoqué un certain nombre d'urgences, on n'a pas clairement défini le degré d'urgence concernant les nombreux autres objectifs de la CEEAO liés aux mesures tarifaires, aux échanges commerciaux, aux transports et aux communications, à la coopération monétaire et aux flux migratoires. En plus, on n'a répondu à la question de savoir quel est le niveau d'auto-suffisance qui serait approprié pour chaque pays membre pour atteindre ses propres objectifs quant à la quantité de produits alimentaires qui lui sont nécessaires. Si chaque pays vise à être auto-suffisant à 100 pour cent, il n'y aurait que peu de raisons de parler d'harmonisation des politiques alimentaires. Cependant, le Conseil des Ministres a clairement indiqué qu'il tenait à maintenir un certain degré d'interdépendance économique, social et politique au niveau de la région. Cela implique que les pays, pris individuellement, ne devront pas avoir comme objectif national d'atteindre une auto-suffisance à cent pour cent, surtout en ce qui concerne les produits pour lesquels ils n'ont pas un avantage comparatif. Cela ne veut pas dire que les pays ne devront pas chercher à compter sur leurs propres forces, ni que certains pays, pour s'assurer un certain niveau de sécurité, ne pourront pas chercher à atteindre un niveau d'auto-suffisance plus élevé que le niveau optimal, par rapport à leur avantage comparatif.

Je ne veux pas trop insister sur la gravité de la situation alimentaire dans la région. Mais, pour que notre contexte soit clairement défini, j'aimerais rappeler que nous nous éloignons de notre but d'auto-suffisance. Il y a dix ans, quand la CEEAO a été créée, la région était auto-suffisante à 95 pour cent en matière de céréales alimentaires; aujourd'hui, ce pourcentage a baissé à 76 pour cent et dans 15 ans, si on ne remédie pas à la situation, il ne sera plus que de 60 à 65 pour cent.

La plupart des autorités en la matière sont d'accord que sans un effort concerté et délibéré pour stimuler la production alimentaire, la situation empirera. Si l'on considère que la consommation de céréales alimentaires s'accroît à un rythme annuel de 3 pour cent et que la production n'augmentera probablement pas plus de 2 pour cent, le déficit pour la région atteindra 10 à 15 millions de tonnes en l'an 2000 - c'est-à-dire 1/3 de la demande totale et 2 à 3 fois les déficits actuels.

La situation ne change pas beaucoup d'un pays à l'autre si ce n'est que dans certains, la situation est plus grave. Dans les zones où on trouve du manioc, des bananes plantains, des ignames et autres cultures vivrières, la situation est d'habitude un peu meilleure. Dans la plupart des pays, dans le monde entier, la production de ces cultures vivrières non-céréalières arrive à répondre aux besoins de la population rurale et à la demande décroissante de la population urbaine. Des estimations du Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis et d'autres estimations indiquent que la production de ces cultures tend à suivre la demande et leurs prix ne s'accroissent que faiblement comparées aux prix en général.

Dans les villes, les produits d'import-substitution de riz et de blé ont remplacé le manioc, la banane plantain et les ignames consommés auparavant par les populations qui avaient un style de vie plus rural. Ces changements

26

peuvent être observés dans le niveaux de consommation de céréales per capita dans cette région qui est passé de 121 kg en 1975 à 160 kg en 1984. Parallèlement, la consommation globale per capita pour les aliments en général n'a pas bougé et dans certains cas a décliné.

Tableau No. 1. Production totale de céréales<sup>a</sup>,  
Importations et disponibilités, 1975-84

Item	Years			Change 1975 to 1984
	1975	1982	1984	
	----- metric tons -----			%
Production	15,076	17,745	17,467	+ 16
Imports	806	4,856	5,347	+ 563
Total available	15,876	22,601	22,814	+ 43
	- - kgs. per person - -			
Per Capita Available	121	150	160	+ 39
	- - percent - -			
Self- sufficiency	95	79	76	-19

a. Exclut le riz

Source: Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis.

Facteurs à la base d'une croissance faible de la production

Avant de discuter des différentes mesures qu'on peut prendre pour trouver une solution au problème de la production alimentaire, il est utile de comprendre ce qui a contribué ces dernières années à sa faible croissance. En effet, à une certaine époque, bien des pays de la région avaient un taux de croissance agricole honorable et un ou deux d'entre eux l'ont maintenu. Il nous faut voir ce que ces pays ont fait pour garder ce taux. La croissance passée était dûe en partie à une expansion des zones cultivées, qui d'ailleurs

a suivi le taux d'accroissement de la population rurale, et en partie, à de meilleurs rendements. Cependant, pendant les années 70, l'accroissement de la population rurale s'est ralenti et une réaction en chaîne de revers économiques, que nous connaissons tous, a forcé des prises de décisions en matière de politiques qui, le moins qu'on puisse dire, ont été défavorables au secteur agricole. Cela a causé une baisse du taux de croissance des terres cultivées et un ralentissement des progrès au niveau de la productivité des ressources agricoles.

En 1980, il y avait uniquement 4 millions d'hectares de nouvelles terres ajoutés aux 54 millions d'hectares cultivés en 1970 dans les seize pays de la région. Ce qui revient à moins de 0,75 pour cent de croissance annuelle pour les dix dernières années (Tableau 2). Si l'on y ajoute l'arrêt virtuel des améliorations au niveau des rendements, nous arrivons à une production agricole globale s'accroissant à un rythme à peine supérieur à 1 pour cent. Pratiquement toutes les cultures ont été touchées, mais la situation a été plus grave pour les cultures d'exportation traditionnelles que pour les cultures vivrières et céréalières. La production de certaines cultures a décliné. Bien sûr, cela variait d'un pays à l'autre: le Libéria et la Côte d'Ivoire ont maintenu des taux annuels de croissance honorables (2,7 et 3,8% respectivement), tandis qu'à l'autre extrême, les taux en Mauritanie et en Burkina Faso sont devenus négatifs (-1,3 et -2,1%).

Ces dernières années, la cause principale de ce déclin peut être attribuée en partie aux intempéries, mais surtout à la hausse des coûts agricoles accompagnée d'une baisse des prix agricoles amorcée en 1974. Ce scénario s'est répété dans la plupart des pays avec quelques différences importantes<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup>/ Les données de base et les indicateurs économiques utilisés pour réaliser cette analyse sont présentés dans les Tableaux 1 à 7 de l'Annexe B.

Tableau 2 - Utilisation des sols pour la production  
des cultures et taux moyens de croissance  
de la production agricole totale 1970-80

Country	Land use for crops			Average rate of growth of Agricul- ture
	1970	1980	Change 1970-80	
----1,000s of hectares----				
Benin	1,600	1,800	200	2.3
Cape Verde	--	--		
Ghana	2,600	2,800	200	-0.1
Guinea	1,600	1,600	-	.2
Guinea-Bissan	3,000	0	1.4	
Mali	1,700	2,100	400	1.4
Niger	2,700	2,100	400	1.4
Sierre Leone	1,500	1,800	300	1.7
Togo	1,400	1,400	-004	
Burkina Faso	2,200	2,600	400	-2.1
Gambia	--	--	0.1	
Ivory Coast	2,800	3,900	1,100	3.8
Liberia	400	400	207	
Mauritania	300	200	-100	-1.3
Senegal	4,800	5,200	400	1.1
Nigeria	29,900	30,430	530	1.7
TOTAL	53,800	57,800	4,000	1.2

Source: Banque mondiale, Développement accélérée en Afrique sub-saharienne,  
3ème édition, 1983.

Malgré la continuation des programmes agricoles traditionnels de recherche, de vulgarisation, de contrôle des parasites et des maladies et la continuation intensive de l'assistance étrangère à l'agriculture, on n'a pas pu arrêter la détérioration rapide des termes d'échange pour les exploitants agricoles dans les villes où ils devaient se battre pour se procurer de la main-d'oeuvre et des capitaux, et sur les marchés internationaux où il leur fallait être concurrentiels par rapport aux produits provenant des autres pays. Pendant les douze dernières années, les exploitants agricoles ont été pris dans un étau prix-coûts; les prix des produits agricoles, en termes réels, ont baissé, diminuant ainsi les profits par rapport aux coûts. Cela a amené les travailleurs agricoles à aller vers les villes où la situation semblait plus optimiste pour les jeunes gens. Etant donné que les profits agricoles nets diminuaient, on n'a pas fait de nouveaux investissements, les équipements déjà en place se sont détériorés, on n'a ni amélioré les méthodes agricoles ni adopté de nouvelles technologies et les terres et le système d'eau n'ont pas été améliorés. Tout cela a eu lieu malgré les programmes de crédit et de subvention - encore que peut-être ces derniers n'étaient pas suffisants.

La grave crise agricole dans la région de la CEEAO n'était pas unique. Elle a touché pratiquement tout le monde en développement qui a vu s'effrondrer un à un tous ses rêves de rapide croissance économique grâce à l'industrialisation et a perdu du même coup sa capacité de produire des produits alimentaires.

Beaucoup d'états se sont lourdement endettés à l'étranger pour essayer de maintenir un certain rythme de croissance. Ni eux, ni leurs banquiers ne réalisaient que les changements fondamentaux affectant les

10

marchés mondiaux de l'énergie, des articles de base et du financement international étaient de nature permanente. La dette internationale de la plupart des pays s'élevait de plus en plus et dans certains cas, le service de la dette dépassait la valeur des échanges commerciaux.

Etant donné que les devises destinées au service de la dette, aux produits alimentaires et aux principaux facteurs de production agricoles et industriels devenaient de plus en plus rares, on a commencé à les rationner. Très souvent, ces devises ont été affectées sur la base de considérations politiques ou bureaucratiques et n'ont donc eu que peu d'effets sur l'offre et la demande. En règle générale, les devises ont été distribuées de manière à pouvoir continuer à importer à un rythme croissant les céréales alimentaires de base alors qu'en même temps qu'on réduisait les importations d'articles de luxe. Cependant, la réduction des crédits destinés aux facteurs de production agricoles et industriels a entraîné une diminution des articles nécessaires à la production industrielle et agricole (pétrole, engrais, produits chimiques, machines, pièces détachées).

Parallèlement, l'inflation s'est accrue en partie à cause de la hausse des prix des importations, mais aussi à cause des politiques monétaires libérales. Cela était surtout le cas dans les pays où les gouvernements contrôlaient leur masse monétaire, par exemple le Ghana, le Nigéria, la Sierra Léone et la Mauritanie. La plupart de ces pays avaient été lents à dévaluer leur monnaie, et de ce fait celle-ci était de plus en plus surévaluée. L'inflation et les problèmes de réserves de devises ont été dans une certaine mesure moins graves dans les pays dont la monnaie fait partie de la zone Franc ou dans le cas du Libéria qui utilise des dollars E.U.

Au début des années 80, la situation s'est aggravée. Les taux d'intérêt ont été maintenus à un faible niveau pour essayer d'encourager l'investissement. Cela a eu pour résultat que les crédits ont dû être ventilés par l'Etat plutôt que par le marché car il n'y avait pas assez de crédits pour tout. Mais une inflation élevée, des taux d'intérêts réels négatifs et une épargne plus faible ont diminué l'offre des crédits à l'investissement. En plus, malgré les faibles taux d'intérêts, les restrictions sur les facteurs de productions importés et l'incertitude générale pesant sur les bénéfices nets ont fait perdre confiance aux investisseurs étrangers et nationaux. En même temps que les activités économiques ralentissaient, le chômage s'aggravait, les salaires, en termes réels, baissaient et le prix des aliments augmentait malgré le contrôle des prix.

Afin de trouver une solution à ces problèmes, les gouvernements ont pensé qu'il fallait qu'ils s'engagent plus dans des activités qui auparavant revenaient surtout au secteur privé. Il y a eu un essor des entreprises parastatales. Actuellement, dans la région, il n'y a pas un seul produit ou facteur de production agricole important qui ne témoigne de l'influence d'une organisation commerciale étatique.

La croissance de la bureaucratie étatique a fait augmenter le coût du gouvernement, ce qui, combiné à une diminution des recettes fiscales par suite du chômage, d'activités commerciales moins importantes et du marché noir a causé des déficits budgétaires de plus en plus importants. Ces budgets ont été renfloués par des emprunts de plus en plus importants et dans certains cas par à des politiques monétaires libérales. Toutes ces mesures ont alimenté l'inflation et n'ont que découragé davantage l'épargne et l'investissement.



Les gouvernements sentaient qu'ils devaient agir, et en réponse ils se sont engagés plus fermement. Mais au milieu de tout cela, l'agriculture qui généralement n'a qu'un pouvoir politique limité a eu la dernière place dans le processus d'affectation des crédits.

Dans les domaines des produits alimentaires et de l'agriculture, deux types d'action ont été entrepris: 1) l'Etat a fixé les prix pour essayer de maintenir à un niveau assez bas le prix des produits alimentaires destinés aux consommateurs urbains, et 2) ils ont commencé à imposer le secteur agricole directement, et dans la plupart des cas, indirectement par le biais des agences parastatales afin de payer pour les coûts et de rééquilibrer les recettes fiscales décroissantes. Comme je l'ai déjà indiqué, les termes d'échange se sont détériorés pour les exploitants agricoles, surtout pour les produits d'exportation qui ont été taxés en premier. A ce problème, on peut ajouter celui d'un taux de change surévalué qui donnait un avantage concurrentiel aux produits importés et reserrait la concurrence sur les marchés d'exportation du moins pour la partie limitée de commerce privé qui était autorisée.

Il n'est pas surprenant que les politiques qui visaient à maintenir à un faible niveau les prix alimentaires n'aient pas réussi. Les contrôles de prix alimentaires, le contrôle des changes et les restrictions quantitatives sur les importations ont causé des pénuries et ont encouragé le marché noir, ce qui a eu pour conséquence de faire monter les prix des produits alimentaires en général et d'en limiter la variété. Ce qui a été tout particulièrement grave est que les pauvres n'ont pas été aidés et que les exploitants agricoles ont soufferts. Ceux qui détenaient le pouvoir politique se sont enrichis, les riches ont survécu et ceux qui prenaient le risque de faire des affaires en dehors des circuits commerciaux autorisés ont récolté les profits.

20

En gros, pendant les années 70 et 80, on se trouvait face à une situation où un problème en créait un autre. C'était une véritable spirale difficile à arrêter entraînant vers le bas l'agriculture et l'économie en général. C'était une époque où les différents pays n'ont pas reconnu le rôle que l'agriculture jouait au niveau de la création d'activités économiques. Il est évident que si l'agriculture contribue à raison de 60 à 70 pour cent à l'activité économique totale, une crise de ce secteur va entraîner une baisse de l'économie en général, car on va manquer de:

- o débouchés pour les produits industriels;
- o de fournitures pour les activités de transformation, de stockage et de distribution;
- o de produits d'exportation et par conséquent de rentrées de devises;
- o de sources de capitaux et de main-d'oeuvre;
- o de produits alimentaires pour la population.

#### Harmonisation en perspective

Le processus qui a mené à la situation actuelle du secteur agricole est important non seulement pour voir ce qui peut être fait pour sortir les pays de la situation de dépression dans laquelle ils se trouvent, mais aussi pour déterminer le niveau d'ajustement nécessaire pour arriver à une harmonisation des politiques et la date à laquelle elle pourrait commencer.

Bien que les 16 pays aient connu des chaînes d'événements similaires, en 1985, la crise revêtait dans chacun de ces pays des aspects sociaux, économiques et politiques différents. En termes économiques, les pays membres de la CEEAO sont certainement plus différents actuellement qu'ils ne l'étaient il y a dix ans, à l'époque où la Communauté a été formée. En effet, pendant cette période, on a pu observer des divergences au niveau des différents taux de croissance et tendances économiques importantes. Par exemple, les taux de



croissance moyens du PIB des différents pays ont varié de -0,1 pour cent dans le pire des cas à 7,5 pour cent dans le meilleur. De la même manière, l'accroissement de la population active des pays s'est fait à un rythme annuel allant d'un faible 1,2 pour cent à un rapide 5 pour cent, l'inflation a grimpé à un rythme annuel moyen situé entre 11 et 32 pour cent et la production agricole se situait entre -1,5 à +4,2 pour cent par an.

Cette situation a fait que les prix agricoles eux aussi ont changé d'un pays à l'autre. Un Rapport de la FAO indique qu'en 1980, les prix des produits agricoles de certains pays membres de la CEEAO étaient 25 pour cent des niveaux comparables des prix du marché mondial et d'autres étaient supérieurs de plus de 100 pour cent. En plus, pendant cette période, les taux de change officiels de beaucoup de pays étaient surévalués au point qu'ils étaient inférieurs aux taux du marché parallèle, des fois de 400 à 500 pour cent (chiffres donnés par le Rapport Pinks sur les monnaies mondiales), d'autres étaient supérieurs et dans certains cas il y avait parité des taux. Malgré certains progrès réalisés pendant les deux dernières années, l'écart est resté important entre les pays dans les prix et les taux de change.

Pour arriver à harmoniser les prix agricoles, les pays membres devront procéder à des ajustements extrêmement intégrés et coordonnés. Cependant, ces ajustements n'ont pas tous le même degré d'urgence. Pour atteindre ce but d'harmonisation, les pays devront:

- o se mettre d'accord sur le niveau auquel on harmonisera les prix des articles de base si l'on veut qu'ils soient de bonnes incitations à la production agricole.
- o relâcher les taux de change et autres restrictions commerciales dès qu'il y aura des excédents pour les échanges commerciaux (cela est particulièrement important si l'on espère que le secteur privé va jouer un rôle important dans les relations commerciales à l'intérieur de la Communauté).

24

- o mettre en place une infrastructure intégrée pour les transports, le stockage, la manutention et la transformation des produits agricoles qui fonctionnera dans toute la Communauté dès que les échanges commerciaux intra-régionaux deviendront une réalité.

Pour le moment, il y a peu d'échanges commerciaux de produits vivriers et de céréales entre les différents pays membres de la CEEAO. Les données disponibles relatives aux échanges commerciaux indiquent un total de moins de 2 ou 3 pour cent de l'ensemble du commerce agricole. Le peu de commerce à l'intérieur de la Communauté, réalisé à l'heure actuelle, repose surtout sur le café, le cacao, le riz, les arachides, l'huile d'arachide et le bétail. Mais ce sont là les produits d'exportation traditionnels que la plupart des pays membres peuvent produire et que peu d'entre eux ont besoin d'importer.

Parmi les cultures d'exportation qui sont échangées à l'heure actuelle, les arachides, l'huile de palme, le bétail et les autres produits alimentaires pourraient être immédiatement l'objet d'échanges commerciaux intra-communautaire plus importants. Etant donné que les techniques de production de ces produits sont déjà acquises et que le marché de débouchés est établi, ces produits représentent les meilleures possibilités pour une production rapide et des échanges commerciaux, que ce soit juste pour les marchés de la Communauté ou pour regagner les marchés mondiaux.

Jusqu'au moment où il y aura des signes d'expansion dans la production alimentaire résultant périodiquement en excédents locaux, il n'y a à priori, aucune raison d'essayer de lever rapidement les barrières tarifaires. Toutefois, cette mesure souleve d'habitude des questions politiques et peut donc prendre beaucoup de temps. Pour cette raison, il serait bon que la CEEAO demande aux différents pays de s'occuper de cette

question aussi tôt que possible, surtout si la CEEAO applique d'autres politiques de reprise économique qui peuvent être liées aux barrières tarifaires. Nous savons que la proposition pour la suppression des tarifs douaniers sur les matières premières a été acceptée. Il semble que la mesure qui n'a pas été acceptée est la suppression d'autres barrières commerciales bien plus rigoureuses - les licences, les quotas et les mécanismes administratifs et d'octroi de crédits. Ces barrières sont toujours en place.

#### Le niveau auquel on harmonisera les prix

Le choix d'un niveau de prix approprié dépend surtout de deux facteurs qu'il s'agit de réconcilier.

- o Le montant des incitations nécessaires pour que les exploitants agricoles produisent davantage de produits alimentaires (que ce soit de certains ou de tous les produits les plus importants) pour atteindre les buts nationaux et communautaires;
- o le degré de tolérance ou d'intolérance des consommateurs ou autres partis intéressés face à une hausse des prix alimentaires.

La deuxième question est d'ordre politique et économique et chaque pays devra la régler dans le cadre de sa propre situation. Les couches de la population qui sont les plus affectés par une hausse des prix alimentaires sont généralement les couches les plus pauvres qui dépensent 80 pour cent ou plus de leur revenu (ou de leur travail) pour leurs besoins alimentaires. Pour eux, le choix est restreint quand les prix alimentaires montent: ils doivent acheter moins ou de moindre de qualité. Il faudrait envisager des programmes alimentaires spécifiquement conçus à leur intention leur permettant de vivre dans des conditions décentes jusqu'au moment où les conditions d'emploi et de salaires leur donneront la chance de participer davantage aux

26

activités économiques. De tels programmes ont été instaurés un peu partout dans le monde: subventions pour les produits alimentaires pour les pauvres, bons alimentaires, magasins spéciaux et distribution directe de produits alimentaires.

Il est difficile de juger l'effet des incitations résultant de la hausse des prix sur l'agriculture. L'information disponible pour l'Afrique de l'Ouest et d'autres régions comparables est incomplète. La FAO est en train de faire une étude pour la CEEAO concernant les coûts de production; le but de cette étude est de fournir des informations sur la question des avantages comparatifs et de l'offre potentielle. Il est bien connu que la plupart des économistes croient au "pouvoir" des prix mais peu d'entre eux peuvent prédire combien un pays pourra produire car les données par rapport à la situation coût-prix dans les exploitations agricoles et la disponibilité des ressources changent selon les zones, les pays, les régions et d'une exploitation agricole à l'autre.

Dans le court terme, les prix agricoles dépendent de la mesure dans laquelle les exploitants agricoles peuvent concentrer des ressources supplémentaires pour la production d'un article de base dont le prix est plus élevé. De tels changements dans les ressources peuvent se faire au niveau des terres, de l'alimentation en eau, de la main-d'oeuvre, de l'investissement, c'est-à-dire l'équipement, les structures, les facteurs de production modernes tels que les pesticides, les engrais, les antibiotiques et les médicaments.

Généralement, les petites exploitations agricoles de subsistance qui utilisent des techniques de production traditionnelles ont moins de possibilités de faire des changements au niveau dans la répartition de leurs ressources que les grandes exploitations à caractère plus commercial. Par

conséquent, les petits paysans réagissent moins aux incitations dues à des prix plus élevés à moins qu'ils n'aient accès à davantage de terres et de main-d'oeuvre. Dans certains pays, comme par exemple la Mauritanie, aucune de ces ressources n'est disponible en quantité suffisante dans le court terme. De nouvelles terres alimentées en eau de pluie ou irriguées sont rares et le manque de main-d'oeuvre saisonnière qui existe à l'heure actuelle ne sera probablement pas résolu par les personnes revenant de Nouakchott ou de l'étranger pour aller vivre dans les zones rurales. La réponse immédiate à des prix plus élevés devra venir de la faible proportion de surfaces irriguées qui sont mal entretenues à l'heure actuelle.

Dans le plus long terme, si on maintient les incitations, il est possible que la substitution et la disponibilité des facteurs de production fourniront une réponse supplémentaire. En plus, on peut arriver à une réponse dans le long terme en ce qui concerne l'offre, si les paysans croient fermement que des investissements supplémentaires dans les domaines suivants seront profitables: amélioration des exploitations agricoles, acquisition de terres, méthodes d'irrigation, technologie et une meilleure gestion.

Des estimations récentes de la FAO et d'autres institutions indiquent qu'au niveau de la production des cultures, dans le court terme dans les pays en développement, la réponse à une hausse générale de 10 pour cent des prix agricoles peut aller de pratiquement 0, c'est le cas notamment pour la Mauritanie, jusqu'à 3 pour cent dans d'autres cas. Il est sûr que si l'on augmente les prix d'une seule culture, la réponse sera bien plus significative, car la production de cette culture augmentera généralement au détriment d'autres cultures. Dans le long terme, la FAO prévoit une incidence possible allant de 1 à 6 pour cent si on augmente de 10 pour cent le niveau

général des prix pendant une période de temps assez longue. Comme nous l'avons déjà dit, le pourcentage peut être bien plus important au niveau d'une seule culture et variera certainement d'un pays à un autre ou d'une région à une autre.

Ce qui est important avant tout est de voir la nature et le degré de changement de l'offre en fonction des changements des prix en termes réels; et ceci, surtout si les prix continuent à être fixés par l'Etat. En établissant des prix relatifs servant d'incitations, les gouvernements devront étudier les produits (culture ou bétail) qu'ils veulent promouvoir et considérer quelles peuvent être les conséquences adverses sur la production des autres produits une fois que les rapports prix auront changé.

Arriver à un accord sur les niveaux auxquels on harmonisera les prix des principaux articles de base au sein de la Communauté ne sera pas facile et les pays auront des notions différentes quant à la combinaison d'articles de base devant être encouragée au niveau de la région. En outre, étant donné que les pays vont commencer à des stades différents, le niveau d'ajustement nécessaire variera d'un pays à l'autre.

Si la Communauté décide d'harmoniser les prix à des niveaux compatibles avec ceux des marchés internationaux, cela signifiera que la plupart des pays devront ajuster leurs prix en les augmentant et peu de pays ajusteront à la baisse (voir Tableau 3). On dispose d'estimations pour six pays et dix des articles de base échangés. Parmi ces derniers, les prix nigériens pour le maïs, le riz, les arachides et l'huile d'arachide sont de 30 à 140 pour cent supérieurs aux prix équivalents internationaux (en 1980). Les autres cinq pays enregistraient des prix pour chaque article de base qui se situaient entre 20 et 75 pour cent en dessous de ce niveau.

Tableau 3

Coefficients de protection estimés des prix des articles de base principaux pour six pays de la CEEAO (aux environs de 1980) (Pourcentage)<sup>a</sup>

Commodity	Togo	Ivory C.	Nigeria	Mali	Senegal	Burkina Faso
Coco	.30	.39	-	-	-	-
Coffee	.26	.43	-	-	-	-
Cotton	.57	.76	-	.48	.52	.75
Maize	-	1.39	-	-	-	-
Rice	-	2.39	-	-	-	-
Groundnuts	-	.73	1.32	.48	.46	-
Groundnut Oil	-	1.98	-	-	-	-
Palm Oil	-	.81	-	-	-	-
Copra	-	.76	-	-	-	-

a/ Coefficients de protection nominaux corrigés pour tenir compte des frais de marketing et de transport et ajustés de manière à inclure le biais causé par le taux de change estimé.

Source: H.P. Binswinger et P. Scantizzo "Modèles de Protection agricole" (Patterns of agricultural Protection), stencil, novembre 1983.

Il n'est pas forcément nécessaire que le niveau auquel la Communauté choisira d'harmoniser ses prix agricoles soit le niveau international. Bien que cela présenterait certains avantages compétitifs, budgétaires et administratifs, cette mesure risque de ne pas être très bien acceptée par les paysans des pays où les prix des articles sont déjà supérieurs aux prix internationaux. En plus, les niveaux des prix internationaux peuvent être insuffisants pour stimuler la production et atteindre le but que la Communauté s'est fixée. Si tel est le cas, les prix agricoles devront être appuyés par un contrôle des importations ou par des crédits du Trésor.

Par exemple, la Communauté économique européenne, a trouvé qu'il était difficile de baisser significativement les prix agricoles en-dessous du niveau maximum en vigueur au moment de la création de la Communauté sans mettre en place un système compensatoire. Cette question a été résolue grâce à la mise en place d'une structure extrêmement complexe de droits destinés à protéger ces prix élevés face à la concurrence d'un pays tiers. En plus, on a mis au point un autre mécanisme, compliqué et controversé, appelé "taux de change vert" qui permet de faire des ajustements et d'établir des montants compensatoires pour les différences dans les taux de change des pays. Malgré ces mécanismes, compliqués et coûteux, la CEE a enregistré d'importantes "réussites" dans ses efforts destinés à encourager la production agricole et à intégrer les activités économiques.

D'autres régions ont également réalisé des programmes d'intégration économique, moins ambitieux et de portée moins importante. La Communauté des Caraïbes et l'Association pour l'Intégration de l'Amérique latine, par exemple, ont établi leurs programmes plus lentement que la CEE et ont simplement instauré un régime de tarifs préférentiels ou des accords sur l'offre entre les pays membres. A l'heure actuelle, le commerce n'est pas entièrement libre entre ces pays, mais quand c'est le cas, c'est un régime de libre échange ou de tarifs préférentiels. La CEEAO pourrait considérer l'une de ces approches comme stratégie d'harmonisation initiale.

Il ne fait aucun doute que la réalisation complète d'une politique d'harmonisation dans la région de la CEEAO sera difficile et longue à cause de toutes les raisons mentionnées. Jusqu'au moment où le volume des échanges commerciaux au sein de la Communauté sera assez important, il ne semble pas urgent de promouvoir une politique d'harmonie des prix ou des règlements concernant les taux de change ni d'encourager la suppression des barrières

tarifaires pour les produits agricoles. Cependant, les échanges commerciaux bilatéraux entre pays voisins sont déjà relativement importants à l'heure actuelle, bien qu'une partie de ces échanges soit considérée illégale. Supprimer les barrières et harmoniser les prix entre des groupes de deux ou trois pays voisins permettraient de légaliser le commerce et les pays pouvant faire jouer leurs avantages comparatifs y gagneraient. Au fur et à mesure qu'on dégagerait davantage d'excédents, davantage d'échanges commerciaux pourraient se faire sur une base de libre échange.

Il est probablement encore moins urgent d'harmoniser les prix des facteurs de production agricoles au niveau d'une région que les prix des articles de base. Il est peu probable que les facteurs de production, à l'exception des engrais à base de phosphate et autres articles secondaires, deviennent importants dans un futur proche pour le commerce à l'intérieur de la Communauté. Cependant, tant que les facteurs de production sont subventionnés à des niveaux différents entre des pays voisins, le commerce illégal est encouragé, ce qui épuise le trésor du pays qui subventionne le plus fortement les facteurs de production soit par le biais des prix ou par un taux de change surévalué. De ce fait, certains pays qui se trouvent aux prises avec ce problème peuvent considérer de procéder à des ajustements simplement destinés à niveler ces disparités existant de chaque côté de leurs frontières.

Les pays doivent également regarder de près pourquoi les facteurs de production sont subventionnés. Si c'est pour encourager l'utilisation et l'adoption d'une nouvelle technique jusqu'alors inconnue les subventions permettront de compenser les exploitants agricoles pour le risque qu'ils pensent prendre en investissant. Toutefois, dans beaucoup de pays les subventions accordées aux facteurs de production servent à compenser les prix

peu élevés des produits. C'est en grande partie une erreur, car tant que les facteurs de production ne représentent pas une part importante du coût total de la production (y compris les coûts de la main-d'oeuvre et de l'investissement), une subvention aux facteurs de production est une partie trop faible du coût total de la production pour que cela fasse une différence au niveau de la marge bénéficiaire nette.

Je ne veux pas minimiser, en faisant ces remarques, l'extrême importance de politiques efficaces visant à stimuler une utilisation rentable des facteurs de production et des ressources. C'est là le potentiel qui permettra à chaque région d'augmenter sa production alimentaire. Sans l'appui de techniques permettant d'améliorer les rendements ou d'agrandir les surfaces cultivables, chaque fois que c'est possible, le but d'auto-suffisance régionale en ce qui concerne la production alimentaire ne pourra pas être atteint. D'un autre côté, si on ne compense pas adéquatement la main-d'oeuvre agricole et rentabilise l'investissement dans les ressources, on ne pourra pas non plus arriver à cet objectif. De ce fait, je tiens à insister ici sur l'importance toute spéciale qu'il faut accorder aux prix des produits car ils représentent la véritable incitation à une plus grande production. Sans cet élément, les programmes de production les mieux conçus sont que de simples chimères.

#### Conclusion

Nous nous rendons bien compte à présent que se diriger vers une politique d'harmonie et d'intégration économique est un véritable défi lancé au Secrétariat de la CEEAO. Pour y arriver, il faudra adopter un plan d'action minitieux et souple en même temps. Sa mise en oeuvre devra être appuyée par des analyses solides et un contrôle suivi afin d'explorer toutes

les possibilités de progrès dans le développement agricole et alimentaire. Le secrétariat de la CEEAO peut servir de catalyseur et fournir le leadership nécessaire pour encourager chaque pays à avancer pas à pas sur la voie tracée.

Le Secrétariat, s'il veut fournir des lignes directrices nécessaires, devra mettre au point et faire accepter, dans le courant de l'année à venir, un plan d'action dans le long terme qui fixera des priorités selon un calendrier d'exécution. Ce plan aiderait les pays de la région à réaliser les objectifs de coopération économique et en dernier lieu, d'intégration. Un tel plan doit être adaptable aux différents besoins et situations des pays de la région, et doit permettre de saisir les possibilités de coopération et d'intégration économiques.

Le plan d'action de la CEEAO doit être plus qu'un énoncé d'objectifs et de platitudes (la littérature à ce sujet ne manque pas); il doit fournir les informations et les justifications nécessaires pour que le Secrétariat puisse recommander aux pays membres certains ajustements de politiques. Si les politiques et actions des pays s'éloignent beaucoup des buts et stratégies fixés pour la région, le Secrétariat devrait être prêt à discuter avec le leadership du pays des moyens de retourner sur la bonne voie. Pour réaliser ce plan, la CEEAO a besoin d'un certain nombre d'informations, il lui faut être au courant de la situation, être bien informée avant d'établir un dialogue avec les représentants des pays membres. Lors de ce symposium, tout ce que nous pouvons faire est de donner les éléments de base d'un tel plan et de fournir un cadre de référence général permettant dans l'année à venir de le mettre sur pied.

Bien que je ne dispose pas encore des connaissances et bénéfices que les discussions de cette semaine nous apporteront, j'aimerais toutefois attirer votre attention sur les éléments suivants pour un plan d'action progressif à l'intention de la CEEAO. IL est bien évident que certains éléments seront modifiés, ajoutés ou supprimés lors du déroulement de ce symposium.

Le plan No. 1 suggéré consiste en trois étapes qui se chevauchent.

Etape I. Revitaliser l'agriculture;

Etape II. Etablir des liens entre pays voisins;

Etape III. Consolider et intégrer.

ETAPE I. Revitaliser la production agricole et alimentaire serait en grande partie la responsabilité de chaque pays, mais la CEEAO pourra toutefois encourager certaines mesures. Entre autres, elle devrait:

- o obtenir un consensus pour fixer un ensemble de prix cibles au niveau des exploitations agricoles pour certains produits essentiels (cultures et bétail); ces prix devront être en accord avec les besoins et la capacité de production de la région. Au début, ce sera davantage une mesure symbolique qu'une vraie politique d'harmonie des prix, mais cela permettra de se fixer un objectif.
- o s'engager dans des discussions avec le leadership de chaque pays et les encourager à ajuster leurs politiques agricoles et alimentaires afin qu'elles puissent contribuer plus efficacement à atteindre les objectifs nationaux et régionaux. La préparation de ces discussions demandera un travail important et des analyses qui leur serviront de base et peut-être une enquête sur les prix des principaux produits au niveau des exploitations agricoles, ce qui permettra de les comparer aux prix internationaux.

30

- o mettre en place un système de contrôle au niveau de la région, permettant de détecter rapidement et facilement les situations d'excédent ou de pénurie de produits de base (même si celles-ci sont très localisées ou des produits alimentaires temporaires) et donc les possibilités d'échanges commerciaux. Cela suppose qu'on collecte des données sur les prix agricoles effectifs (non pas sur les prix officiels), qu'on fasse des prévisions quant aux moissons, qu'on désigne des régions pouvant dégager des excédents et qu'on compare les progrès aux objectifs fixés. Une enquête préalable pouvant fournir des points de comparaison pourrait être appropriée.
- o encourager des arrangements bilatéraux permettant de procéder à des échanges chaque fois qu'il y a possibilités de commerce (même si le volume est limité). Dans certains cas, il faudra inclure les bailleurs de fonds les plus importants dans ces arrangements.

ETAPE II. Etablir et renforcer les liens entre pays voisins et au sein de la région signifie, entre autres:

- o avoir une position de leader permettant des progrès harmonieux dans les relations entre pays voisins et encourager des accords chaque fois qu'il y a possibilité d'interdépendance commerciale et économique grâce aux mesures suivantes:
  - . harmoniser les prix des articles de base et des facteurs de production;
  - . minimiser les barrières tarifaires et autres pour les produits, la main-d'oeuvre, les capitaux;
  - . coordonner l'expansion des ports ainsi que du réseau routier et des systèmes de transport desservant les marchés avoisinants;
  - . organiser des co-entreprises pour la transformation, le stockage, et la distribution des produits et des facteurs de production agricoles;
  - . partager les résultats des recherches et la technologie et coopérer pour tout ce qui est contrôle des maladies et des parasites.
- o Le Secrétariat de la CEEAO devrait diriger au niveau multilatéral ou régional le plus grand développement de:

- . la coopération et des échanges des résultats des recherches entre les groupes de pays partageant les mêmes intérêts. Cela signifierait aussi le renforcement de l'aide accordée par les pays et les bailleurs de fonds aux recherches régionales;
- . les stratégies communes pour accroître le marché des exportations afin d'assurer un contrôle de la qualité, un approvisionnement fiable et des prix justes pour les principaux articles de base destinés à l'exportation;
- . des achats en commun pour les articles de base importés avec à l'appui une bonne information sur le marché et des stratégies pour prévenir les risques de rupture de stock et de prix excessifs;
- . une aide continue au système régional comprenant les transports, le réseau routier et les ports;
- . un système coordonné pour la commercialisation, la transformation et le stockage des produits agricoles chaque fois que l'infrastructure le permet.

ETAPE III. Chercher à consolider et à intégrer grâce à davantage d'arrangements au niveau de la région en:

- o réévaluant les niveaux cibles auxquels on veut harmoniser les prix dans le contexte des progrès au niveau de la production, du commerce et du développement des politiques tarifaires dans le cadre d'accords bilatéraux;
- o se dirigeant vers l'objectif final, l'harmonisation, en éliminant effectivement toutes les barrières ou en mettant en place des mécanismes permettant de réaliser l'harmonisation.

Il s'agit là de tâches difficiles. Le secrétariat de la CEEAO devra faire preuve de doigté pour régler ces questions d'une manière objective et informée. Avant tout, la CEEAO devra être consistante et persistante dans son rôle de leader.

De bien des manières, la tâche est encore plus difficile pour les leaders de chaque pays. Ce sont eux qui devront effectuer ces changements. Ce sont eux qui seront responsables des conséquences de leurs décisions.

A la fin de ce symposium, chaque délégué(e) devrait partir avec la résolution d'examiner objectivement les politiques alimentaires et agricoles de son pays et, dans le cadre de sa propre situation, de déterminer:

- o la mesure dans laquelle les objectifs et les buts de son pays s'accordent au but d'une harmonie d'abord bilatérale puis régionale;
- o la mesure dans laquelle les politiques mises en oeuvre réalisent efficacement ce pour lequel elles ont été créées;
- o si d'autres politiques et stratégies de réalisation pourraient être proposées au leadership pour permettre d'arriver à réaliser plus efficacement les buts tant nationaux que régionaux.

Une fois que ces étapes ont été réalisées, d'une manière complète, objective et convaincante, les experts devront s'assurer que les résultats sont présentés aux responsables et à ceux qui ont le pouvoir de changer les politiques macroéconomiques qui ont entravé la croissance de l'agriculture pendant ces dix dernières années.

**ANNEXE A**

**Bibliographie**

Appendix A

Bibliography

1. IBRD - Contribution of Agriculture to Economic Growth; Working paper #619, 1984.
2. IBRD - European Economic Community for Developing Countries; Working paper # 630, 1983.
3. IBRD - Factors Affecting Technological Adoption; Working paper # 444, 1984.
4. IBRD - Ghana: Policies and Program Adjustments; April 1984.
5. IBRD - Liberia: Recent Economic Developments and Medium-term Prospects; December 1982.
6. IBRD - Accelerated Development in Sub-Saharan Africa; 3rd Printing, 1983.
7. IBRD - Agricultural Policy - Togo; Working paper #467, 1981.
8. IBRD - Economic Trends & Prospects of Senegal; Vol. II, Agricultural Sector; Dec. 1979.
9. IBRD - Upper Volta: Agricultural Issues Study; October 1982.
10. FAO - Agricultural Pricing Policy; Committee on Agriculture, Rome, COAG/85/8 March 1985.
11. FAO - Agricultural Price Policies in Africa; ARC/84/4 May 1984.
12. FAO - Agricultural Growth and Factor Productivity in Developing Countries; Rome, 1984.
13. FAO - Baseline Socio-economic Survey of the Begoro Project Area: Ghana, by Brown; University of Ghana, Legon, 1985.
14. Eichen - West African Agrarian Crises; Michigan State University, 1983.

40

15. ECOWAS - Report of Tour to Latin American and Caribbean Common Markets; 1982.
16. ECOWAS - Project Profiles; Dept. of Agriculture Industry and Natural Resources; December 1984.
17. US GPO - World Fact Book; 1984.
18. USDA - Agricultural Policies in CEAP Countries; OICD, 1983.
19. USDA- World Food AID Needs and Availabilities; ERS, IED, 1984.
20. USDA - Food Security Policies in Six Asian Countries; by Enders, ERS-IED, #190, 1983.
21. USAID/APAP - Policies Affecting Food and Agriculture; Draft Report; Abt Associates Inc., Washington, D.C. 1985.
22. USAID/APAP - Costs, Benefits and Income Redistribution from Liberian Rise Policies; by Tweeten and Rogers; Abt Associates Inc., Washington, D.C., 1984.
23. USAID/APAP - Zaire: Public Policies for Agriculture Investment and Development; by Farrell; Abt Associates Inc., Washington, D.C., 1984.
24. USAID/APAP - Macro-economic Policy and Agricultural Development: Concepts and Case Studies of Egypt, Morocco and Jordan; by Bredahl; Abt Associates Inc., Washington, D.C., 1984.
25. USAID/APAP - An Analysis of the Effects of Increases in Grain Prices: Mauritania; by Markey; Abt Associates Inc., Washington, D.C. 1984.
26. USAID/APAP - An Overview of Interventions in the Livestock Industry, by Evangelou; Abt Associates Inc., Washington, D.C. 1984.
27. USAID/APAP - Niger: Agricultural Policy and Credit Reforms; Abt Associates Inc., Washington, D.C., 1984.
28. Liberia, Min. Agriculture - Liberian Agricultural Development: Policy and Organizational Structure; Monrovia, June 1980.

29. Nigeria, Min. Agriculture - Information Bulletin on Nigerian Agriculture; Lagos, Nigeria, 1982.
30. Nigeria, Min. Agriculture - 1982 Annual Report of the Federal Ministry of Agriculture; Lagos, Nigeria, 1983.
31. Nigeria, Min. Agriculture - 1983 Annual report of the Federal Ministry of Agriculture; Lagos, Nigeria, 1984.
32. Nigeria, Min. Agriculture - Activities of the Federal Ministry of Agriculture at a Glance; Lagos, Nigeria, 1984.
33. Nigerian, Min. Agriculture - An Outline of Nigerian Agricultural Policy; Lagos, Nigeria, 1983.
34. ODC - Update: Africa's Food and Development Crisis; Policy Focus, No. 8, February 1985.

ANNEXE B

Indicateur économique et  
autres données

Tableau 1: Indicateurs économiques choisis, CEEAO, 1970-80

Country	1980 population	1979 gross domestic product			Annual growth 1979-80	
		Total	Per capita	% Agric. <sup>a</sup>	Total GDP	Agric. GDP
	-number-	-\$ million-	-dollar-	-percent-	-percent-	-percent-
Mali	6.8	1,220	179	42	5.0	4.2
Burkina Faso	5.6	860	153	38	-0.1	-3.3
Gambia	.6	132	220	46	2.8	7.0
Niger	5.2	1,710	329	44	3.7	-1.5
Mauritania	1.6	470	294	27	1.8	-1.4
Guinea Bissau	.8	137	171	54	-	-
Benin	3.4	840	250	43	3.3	-
Sierra Leone	3.4	790	232	36	1.6	2.3
Guinea	5.3	1,540	290	41	3.6	-
Togo	2.4	1,000	417	25	3.6	0.3
Ghana	11.3	10,160	899	66	-0.1	-0.2
Senegal	5.5	2,480	450	29	2.5	3.6
Liberia	1.8	940	522	35	1.8	5.0
Ivory Coast	8.2	9,130	1,113	26	6.7	3.4
Cape Verde	-	-	-	-	-	-
ECOWAS	144.5	106,589	738	49	-	-

a. comprend l'agriculture, la chasse, la foresterie, et les pêcheries.  
 Source: BIRD, Développement accéléré en Afrique subsaharienne,  
 3ème édition, 1983.

10

Tableau 2. Indicateurs économiques choisis, CEEAO, 1970-80

Country	Annual growth rate 1970-80		Petroleum imports as percent of total energy used	Trade		
	Inflation	Gross dom. Investment		Total export growth	Total import growth	Deficit as a percent of GDP <sup>a</sup>
	-----percent-----					
Mali	9.7	3.2	92	6.7	5.5	-20
Burkina Faso	9.8	1.2	94	3.1	5.2	-27
Gambia	-	25.5	-	11.7	6.5	-3.1
Niger	10.8	6.8	92	-1.1	5.5	-9
Mauritania	10.1	6.9	92	-	-	37
Guinea Bissau	-	-	-	-	-	-34
Benin	9.2	8.3	91	-11.4	6.3	-20
Sierra Leone	11.3	-1.3	96	-6.5	-3.0	-11
Guinea	4.4	-	66	-	-	-1
Togo	10.3	14.5	91	-2.5	9.8	-28
Ghana	32.4	-7.9	66	-7.2	0.1	-1
Senegal	7.6	1.8	96	-0.8	4.5	-19
Liberia	9.4	5.2	92	2.3	2.3	-4
Ivory Coast	13.5	13.8	95	5.2	10.1	-4
Nigeria	19.0	17.8	-	0.3	20.6	1
Cape Verde	-	-	-	-	-	-

a. Ressource restante, 1979  
Source: voir Tableau 1.

44

Tableau 3. Indicateurs du commerce choisis, CEEAO, 1970-80

Country	1979 distribution of exports to:		Barter terms of trade 1979	1978 share of total trade	
	Industrial countries	Sub-saharan countries		Food exports	Food imports
	-----percent-----		1979=100	-----percent-----	
Mali	68	15	186	47	19
Burkina faso	75	9	185	49	19
Gambia	93				
Niger	97	1	82	21	10
Mauritania	88	2	59	9	-
Guinea Bissau	29	22	-	96	43
Benin	89	2	75	40	15
Sierra Leone	98	1	79	47	21
Guinea	69	3	-	2	-
Togo	67	8	138	43	8
Ghana	70	2	119	73	9
Senegal	59	27	96	72	23
Liberia	86	1	67	6	17
Ivory Coast	78	6	101	74	13
Cape Verde	-	-	-	-	-

Source: Voir Tableau 1.

17/10

Tableau 4. Cout du service de la dette. CEEAO, 1970-79

	1970			1979		
	Debt service as percent of:		Gross reserves	Debt service as percent of:		Gross reserves
	GDP	Exports		GDP	Exports	
	-----percent-----		-\$ million-	-----percent-----		-\$million-
Mali	.2	1.2	1	.7	8.5	17
Burkina Faso	.6	4.0	36	.8	3.8	67
Gambia	-	-	-	-	-	-
Niger	.6	3.8	19	.8	3.6	137
Mauritania	2.0	3.2	3	13.6	32.4	118
Guinea Bissau	-	-	-	6.0	59.0	22
Benin	.7	10.1	39	8.6	22.2	47
Sierra Leone	2.9	10.1	39	8.6	22.2	47
Guinea	2.4	26.7	13	5.7	22.2	35
Togo	.9	3.0	35	6.9	24.4	71
Ghana	1.1	5.2	58	0.5	4.2	404
Senegal	.8	2.7	22	5.0	13.7	35
Liberia	5.5	-	-	8.1	13.8	55
Ivory Coast	2.5	6.8	119	6.0	15.2	168
Nigeria	.7	4.2	223	0.4	1.5	5,870
Cape Verde	-	-	-	-	-	-

Source: Voir Tableau 1.

47

Tableau 5. Assistance au développement, CEEAO, 1970-79

	Official Development Assistance: net disbursements			Grants percent of net ODA 1979	Increase 1970 to 1979 GDP	ODA as percent of
	1970	1975	1979			
	-----millions-----			-----percent-----		
Mali	21	145	190	86	905	16
Burkina Faso	22	89	199	91	904	23
Gambia	1	8	36	57	3,600	27
Niger	36	141	172	95	477	10
Mauritania	8	62	166	92	2,075	35
Guinea Bissau	7	19	53	-	757	39
Benin	15	54	81	78	540	10
Sierra Leone	7	18	52	57	742	7
Guinea	10	30	57	49	570	4
Togo	17	42	112	41	659	11
Ghana	59	126	171	47	289	2
Senegal	43	139	309	61	718	12
Liberia	13	21	82	48	630	9
Ivory Coast	53	101	162	21	305	2
Nigeria	102	83	26	139	-25	0
Cape Verde	-	-	-	-	-	-

Source: Voir Tableau 1.

Tableau 6. Surface cultivée, production de céréales et importations, CEEAO, 1970-84

Country	Area under cultivation		Cereals (excluding rice)				1979 food aid
	1970	1980	Production		Imports		
			1975	1983	1975	1983	
-- '000 ha --		-----000 metric tons-----					
Mali	1,700	2,100	1,041	798	127	290	25
Burkina Faso	2,200	2,600	1,198	1,198	36	163	49
Gambia	-	-	34	59	28	54	9
Niger	2,700	3,300	859	1,275	22	50	23
Mauritania	300	200	51	14	96	262	31
Guinea Bissau	300	300	29	26	-	6	23
Benin	1,600	1,800	293	437	16	24	5
Sierra Leone	1,500	1,800	380	390	-	101	6
Guinea	1,600	1,600	460	544	71	95	33
Togo	1,400	1,400	263	337	15	32	9
Ghana	2,600	2,800	647	850	96	281	73
Senegal	4,800	5,200	746	764	219	712	65
Ivory Coast	2,800	3,900	644	1,001	81	635	-
Nigeria	29,900	30,400	8,269	9,623	404	2,475	-
Cape Verde	-	-	-	3	40	52	37
Total	538,000	578,000	15,076	17,467	806	5,347	389

Source: USDA-ERS-IED.

Tableau 7 - Production escomptée, consommation et déficits en céréales et autres cultures alimentaires, Pays de la CEEAAD recevant de l'aide alimentaire, 1984-85<sup>a</sup>.

Country	Cereals			Other food crops			Type <sup>c</sup>
	Production	Consumption	Deficit	Production	Consumption	Deficit <sup>b</sup>	
-----'000 metric tons-----							
Mali	1,022	1,192	171	-	-	-	-
Burkina Faso	1,227	1,325	98	-	-	-	-
Gambia	87	136	49	171	30	146	Pe
Niger	1,777	1,941	165	-	-	-	-
Mauritania	32	215	183	-	-	-	-
Guinea Bissau	36	77	41	35	41	6	R
Benin	358	471	113	1,364	1,364	44	R
Sierra Leone	375	464	89	645	672	27	R
Guinea	435	566	131	519	534	15	R
Togo	301	391	90	960	1,008	48	R
Ghana	568	890	322	5,475	5,733	258	R
Senegal	745	1,319	574	-	-	-	-
Liberia	175	294	119	205	211	6	R
Nigeria	-	-	-	-	-	-	-
Cape Verde	5	54	49	1	1	0	P
<b>Total</b>							

a. Valeurs projetées en juillet 1984

b. Le signe moins indique un excédent

c. Type d'autres cultures alimentaires: R - Racines, tubercules, plaintains;  
P = légumineux; Pe = arachides.

Sources: USDA - Besoins en assistance en matière de nourriture et disponibilité 1985.

POLITIQUES POUR UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE  
APPLICATIONS POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST<sup>1</sup>

Pendant ces dernières décennies, l'Afrique de l'Ouest a fait d'énormes progrès en santé, assainissement, contrôle des maladies, éducation, communications modernes et transports. En plus, la croissance économique de certains pays a continué. Malgré ces développements favorables, une dépression économique touche la plupart des pays africains qui n'arrivent pas à se maintenir au niveau du reste du monde.

Les problèmes viennent surtout d'une production alimentaire insuffisante qui n'arrivent pas à suivre les besoins d'une population rapidement croissante, de l'augmentation importante des importations de céréales alimentaires, de la forte diminution des exportations des principales cultures commerciales. Cela a épuisé les réserves de devises, accru considérablement les dettes extérieures, a provoqué un taux d'inflation élevé, a surévalué les taux de change, a diminué les recettes de l'Etat et a ralenti les activités économiques en général.

L'industrie agricole et alimentaire, la principale source de l'emploi et de la production totale au sein de la plupart des économies, s'est trouvée confrontée à de sombres perspectives de profits, à des augmentations dans les

---

1/ Préparé par Rex F. Daly, consultant pour Robert R. Nathan Associates, Inc.

coûts des facteurs de production (devenant également moins disponibles), à un déclin des recettes résultant des exportations et à un investissement inapproprié, ne serait-ce que pour maintenir la production alimentaire.

En règle générale, la crise économique dans la région de la CEEAO a été due à la sécheresse, à la crise de l'énergie au milieu des années 70 et aux problèmes des marchés mondiaux ces dernières années. Les pays membres de la CEEAO n'a eu aucun contrôle sur ces facteurs qui ont exarcebé les problèmes existant déjà au niveau des programmes et politiques agricoles et alimentaires qui en grande partie étaient inefficaces.

De nombreux experts des pays industrialisés pensent qu'une production alimentaire insuffisante en Afrique de l'Ouest est surtout due à :

- o des politiques inefficaces (souvent parce qu'elles ne sont pas bien appliquées) qui réduisent les perspectives d'avenir des profits agricoles;
- o la hausse des coûts et le manque de facteurs de production agricoles;
- o des termes d'échange commercial défavorables pour l'agriculture -- déséquilibre coût-prix, rentabilité négative, faible priorité dans le processus d'affectation des maigres ressources;
- o une augmentation du volume des importations de céréales alimentaires;
- o la surévaluation des taux de change qui favorisent les importations et pénalisent les exportations commerciales.

Cette situation, non seulement réduit les incitations à la production, même pour les petits exploitants agricoles, mais elle réduit également la capacité des producteurs à augmenter la production des cultures commerciales et leur capacité à garder à un certain niveau la production alimentaire.

C'est dans ce contexte plutôt sombre que se situe le dialogue politique sur la nature et le rôle des choix concernant les programmes et politiques économiques qui visent à l'expansion de la production alimentaire en Afrique de l'Ouest. Les principaux objectifs de la présente communication sont:

- o l'importance de l'industrie agricole et alimentaire et les rapports macroéconomiques;
- o la direction et l'importance possibles des programmes et politiques sur l'agriculture;
- o la situation en Afrique de l'Ouest et dans certains pays membres de la CEEAO;
- o les causes apparentes des conditions économiques défavorables persistantes en Afrique de l'Ouest.

#### Choix concernant les programmes et les politiques

D'habitude, le choix des politiques reflètent les buts et objectifs du leadership, "ce" qu'ils veulent faire avec leurs ressources toujours limitées. La stratégie ou les programmes et la manière dont ils sont mis en oeuvre, démontrent "comment" dont le leadership veut lier les ressources à sa disposition et ses choix politiques. La manière d'allouer les ressources montre le degré d'engagement de l'Etat et son désir de réaliser tel programme ou d'appliquer telle politique. Les choix de politiques pour la production agricole peuvent être très logiques, cela ne servira à rien si au niveau de la mise en oeuvre ils ne sont pas gérés efficacement.

#### Le rôle de l'agriculture et les priorités du développement

Pendant les 20 dernières années, la plupart des économistes en développement et des responsables de la planification (même ceux provenant

d'organismes internationaux aussi prestigieux que la BIRD, le FMI, l'USAID et la BAD) ont accordé la priorité à l'industrie qui, selon eux, est le "moteur du développement". L'agriculture a été généralement négligée pour permettre le financement du réseau routier, des écoles et de la croissance industrielle qui s'est souvent avérée inefficace. A part pour quelques cultures commerciales de rapport, il n'y a eu que peu de "projets bancables" au sein des économies de subsistance de l'Afrique de l'Ouest.

Les spécialistes de la macro-économie et les politiciens en général n'accordaient qu'une faible priorité à la production alimentaire. Même actuellement, ils ne reconnaissent pas le rôle dominant de l'agriculture et de l'industrie alimentaire au sein des économies des pays en développement. Malheureusement, les ministères de l'agriculture et les responsables chargés du développement agricole d'habitude connaissent mal l'économie, les politiques agricoles et le rôle stratégique de l'industrie dans les économies en développement.

#### L'industrie alimentaire et agricole

Le paysan, sa famille, ses terres et son cheptel constitue les éléments essentiels de l'agriculture. Mais l'industrie agricole et alimentaire est bien plus vaste, elle englobe les pêcheries, est relié aux terres, à l'alimentation en eau, à la main-d'oeuvre et aux activités relatives aux ressources naturelles (activités minières et forestières). Ce sont cependant les industries fournissant les facteurs de production (engrais, produits chimiques, machines, pièces détachées), qui sont tout particulièrement importantes pour l'industrie agricole et alimentaire, les autres services de support (financement, communications, services, recherches)



ainsi que les complexes industriels agro-alimentaires qui s'occupent du transport, du stockage, de la transformation, de l'import/export et de la commercialisation des produits alimentaires et des fibres. Ces activités supportent le secteur agricole et font partie de l'industrie agricole et alimentaire. La main-d'oeuvre pour les industries manufacturières, le secteur tertiaire et les industries artisanales ainsi que les gains provenant des exportations et l'épargne destinées au développement industriel doivent provenir d'un secteur agricole capable de produire des excédents. (Voir graphique à la page 6).

L'industrie agricole et alimentaire, prise au sens large, représente d'habitude dans les pays en développement de 75 pour cent à 80 ou 90 pour cent de l'activité économique totale, fournit de 80 à 90 pour cent de l'emploi total, contribue de 85 à 90 pour cent aux recettes des exportations et fournit l'essentiel des produits alimentaires et des fibres consommés par la nation.

Certains pourraient dire "Bon, alors pourquoi est-ce une question aussi importante?" Point n'est besoin d'être un expert en agronomie pour reconnaître que l'industrie agricole et alimentaire est l'épine dorsale de la plupart des économies de l'Afrique de l'Ouest. Une dépression dans ce secteur entraîne une dépression économique générale.

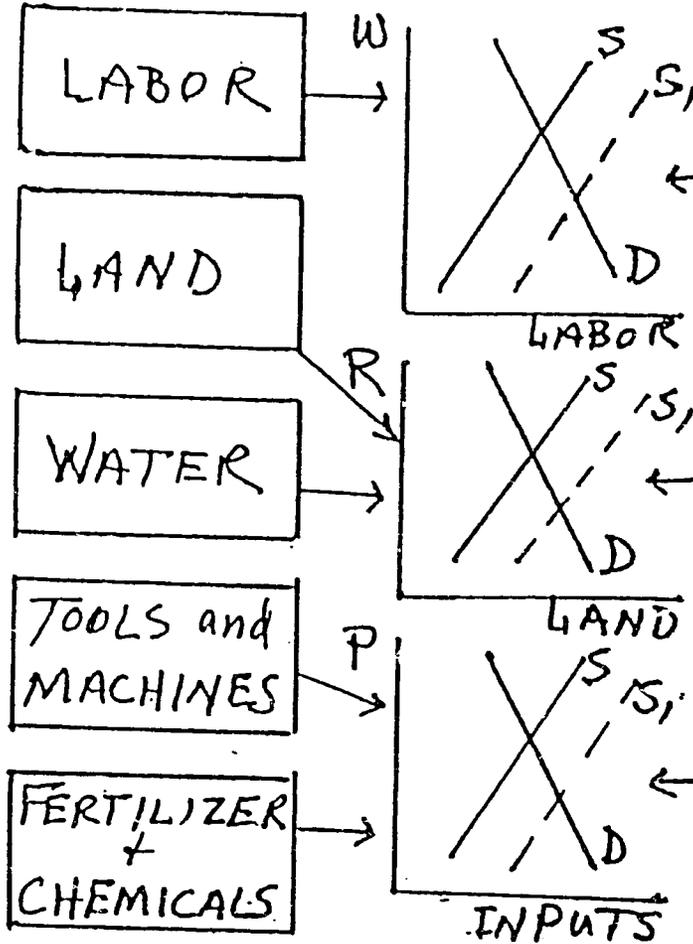
La question est également importante car on n'a pas accordé à l'agriculture la priorité qui lui était due au niveau de l'affectation des crédits, et par conséquent ce secteur n'a pas bénéficié des incitations financières qui lui auraient permis d'accroître la production des cultures vivrières et commerciales d'exportation.

Même à l'heure actuelle, de nombreux pays ne font que "parler de la priorité de l'agriculture". Les millions de petits producteurs et leurs familles (souvent la majorité de la population) n'ont pratiquement aucun

45

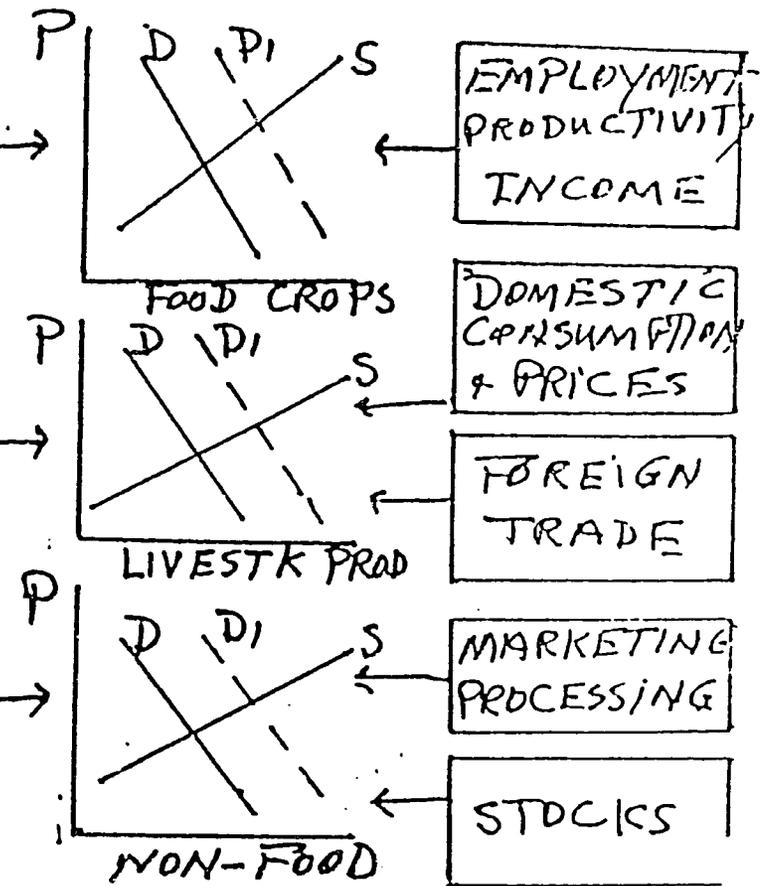
# THE AGRICULTURE-FOOD INDUSTRY

## INPUT MARKETS



DEMAND FOR  
INPUTS  
PRODUCER  
OUTPUT  
AND  
PRODUCTS  
MARKETS

## PRODUCT MARKETS



- EMPLOYMENT, PRODUCTIVITY, INCOME
- DOMESTIC CONSUMPTION & PRICES
- FOREIGN TRADE
- MARKETING PROCESSING
- STOCKS

OWNERSHIP OF LAND AND INPUTS

PRODUCTION TECHNOLOGY

CONSUMPTION AND NUTRITION

pouvoir sur la manière dont on affecte les ressources disponibles. C'est là un des obstacles majeurs qui empêche de fournir au producteur les incitations et les ressources nécessaires pour l'encourager et l'aider à augmenter la production alimentaire.

#### Politiques macro- et micro-économiques

Très souvent, les économistes font une distinction entre les politiques macro-économiques et micro-économiques. Par exemple, les politiques macro-économiques regroupent:

- o les politiques de taux de change et de réserves de devises;
- o les politiques monétaires et de crédit;
- o les recettes fiscales et dépenses publiques;
- o le commerce extérieur (impôts, tarifs douaniers, restrictions quantitatives);
- o les niveaux des prix et des subventions.

Les politiques micro-économiques agricoles traitent, entre autres:

- o des incitations financières ou autres pour augmenter la production alimentaire ou modifier la combinaison de produits alimentaires produits;
- o des mesures au niveau des facteurs de production pour augmenter, diminuer ou modifier le coût de la main-d'oeuvre, des terres, des engrais, des produits chimiques, des semences hybrides, des machines et des pièces détachées;
- o des impôts ou incitations au niveau des échanges commerciaux.
- o des programmes pour faciliter ou limiter l'utilisation des terres et de l'eau aux fins de la production;
- o des politiques de faibles prix alimentaires qui déterminent les prix aux producteurs, etc.

Cependant, cette division macro et micro des politiques ne signifient pas grand chose dans le cadre des pays en développement où l'industrie agricole et alimentaire domine aussi fortement l'activité économique.

L'économiste du développement ou l'expert financier traitant de politiques macroéconomiques ne s'occupe souvent que des symptômes des déséquilibres ou des problèmes qui ont leur origine dans le secteur agricole. De ce fait, les politiques macro-économiques ne reflèteront peut-être qu'une situation agricole où les prévisions de gains sont réduites, les coûts des facteurs de production s'accroissent rapidement, les impôts et les loyers sont élevés, les importations des produits alimentaires sont bien plus compétitives et souffrant des conséquences adverses de la surévaluation des taux de change. En plus, les décisions en matière de politiques macro-économiques et de programmes prises par des économistes concernés par le développement en général et qui manquent d'informations de première main ou une bonne connaissance de l'économie de l'agriculture souvent causent ou aggravent une situation de dépression de l'agriculture.

Il est également malheureux que la plupart des agriculteurs n'ont qu'une formation ou expérience limitée en matière d'économie agricole et en ce qui concerne le rôle important de l'industrie agricole et alimentaire dans les économies des pays en développement. De ce fait, l'interdépendance (ou les liens) entre l'agriculture et l'économie générale ne sont pas considérés de manière explicite quand on pèse les différentes options de politiques et de programmes et lorsqu'on affecte les ressources.

#### Produits de base - La dernière limite des impacts des politiques

Les objectifs généraux des politiques et des programmes de mise en oeuvre souvent ne traitent pas explicitement des produits de base. Mais l'impact qu'ils ont sur l'agriculture se manifeste généralement au niveau des déséquilibres et problèmes liés à un produit ou à un groupe de produits de base. Par conséquent, les responsables chargés de la planification et du

développement agricole devrait être au courant et suivre l'évolution des principaux produits de base alimentaires agricoles. Les experts, que ce soit en analyse ou en planification, devraient non seulement avoir une excellente connaissance de l'économie des principaux produits de base mais devraient également comprendre et suivre régulièrement les forces sociales, institutionnelles et politiques qui influencent la production, la consommation, le commerce, les prix, les coûts, la concurrence, etc. au niveau des produits de base agricoles et alimentaires essentiels. Une très bonne connaissance de l'évolution des produits de base sera nécessaire si l'agriculteur ou celui qui s'occupe de la planification veut arriver à :

- o mettre au point des politiques et des programmes de mise en oeuvre logiques;
- o suivre et évaluer le développement des projets et des programmes;
- o élaborer un budget annuel réaliste et efficace;
- o établir des plans logiques dans le long terme.

Les forces qui sont à la base de cette évolution seront uniques à chaque pays d'Afrique de l'Ouest. Toutefois, certains développements et dispositions institutionnelles peuvent être similaires dans beaucoup de pays de la région. Mais même dans ce cas, il est difficile, sinon présomptueux, que des experts en politique, de passage dans le pays, pontifient à propos des politiques et programmes agricoles inhérents à chaque pays.

Malheureusement, de nombreux experts (que ce soient ceux de la BIRD, du FMI, de l'USAID de la FAO, des universités ou peut-être même de la CEEAO) font partie de ce groupe. Souvent, ils ne se trouvent pas assez longtemps dans le pays pour saisir et comprendre les politiques, l'économie, les institutions, la culture et le pouvoir politique qui leur permettraient d'avoir une base solide pour élaborer des politiques et des programmes

efficaces. Par contre, l'expert en politiques économiques qui a de l'expérience au sein d'un ministère peut être d'un grand secours, que ce soit pour collaborer avec ou pour donner des conseils à un personnel local ayant moins d'expérience.

Pourtant, il faut se rappeler que les membres très compétents des agences donatrices internationales ou bailleurs de fonds régionaux qui étudient et visitent régulièrement certains pays, préparent d'excellentes évaluations et recommandations en matière de politiques et de programmes. Mais, même eux, peuvent faire des erreurs de jugement et ne pas faire preuve de la compréhension nécessaire pour interpréter et donner des conseils concernant les politiques et programmes d'exécution spécifiques à chaque pays.

#### Cadre analytique conceptuel

Un simple schème conceptuel destiné à organiser les principaux domaines politiques de l'industrie alimentaire et agricole sera utile et servira de cadre de référence qui permettra de discuter plus en profondeur les politiques et programmes de cette industrie.

#### Politiques relatives aux facteurs de production

Les aspects des politiques et programmes qui ont le plus d'impact sur la production alimentaire passent par les marchés des facteurs de production. Si la fourniture des principaux facteurs de production augmente ou si les coûts baissent, cela stimulera une utilisation accrue des facteurs de production et une plus grande production. Mais ce n'est là qu'un schéma super simplifié. Il y a de nombreuses combinaisons et variations possibles au niveau de l'utilisation et des coûts des facteurs de production qui peuvent contrebalancer leur impact sur la production alimentaire. En plus, la réponse

65

du producteur aux prix du marché et les profits éventuels peuvent augmenter ou diminuer sa demande et son utilisation des facteurs de production. En outre, les conditions climatiques peuvent intervenir et neutraliser l'effet sur la production de l'amélioration des gains prévus et de l'accroissement de l'utilisation des facteurs de production.

Facteurs de production: terres et main-d'oeuvre

La disponibilité et la qualité des terres et de la main-d'oeuvre sera critique au niveau de la production alimentaire en Afrique de l'Ouest, surtout quand "un homme et une houe" représentent en grande partie l'unité de production. Si tel est le cas, une augmentation de la production alimentaire dépendra surtout des aspects des programmes ou des politiques ayant trait à la main-d'oeuvre et aux terres. Ceux-ci comprenant des politiques qui sont liées à:

- o la disponibilité et aux salaires de la main-d'oeuvre dans les zones rurales qui sont influencés par les mouvements de populations entre les zones urbaines et rurales;
- o le développement d'une industrie rurale qui attirera aussi la main-d'oeuvre mais qui peut avoir des conséquences positives sur la production alimentaire;
- o l'accroissement de la population en général et de la population active en particulier;
- o des prix alimentaires et des programmes de distribution alimentaire dans les zones rurales et dans les zones urbaines;
- o des dispositions du régime foncier et autres politiques affectant la propriété et l'utilisation des ressources agraires. La propriété privée souvent encourage le développement, l'utilisation, la productivité et la conservation des ressources (eau, et terre);
- o les lois et institutions qui encouragent la mise en friche de bonnes terres cultivables et limitent la production alimentaire;

- o les investissements dans la réclamation des terres incultes et l'irrigation -- barrages, puits, pompes, etc.

#### Facteurs de production achetés

Il s'agit souvent d'articles importés et chers tels que les engrais, les produits chimiques, les machines, les outils, les pièces détachées, les semences, etc. Afin d'encourager une plus grande utilisation de certains facteurs de production, les gouvernements des pays en développement souvent:

- o subventionnent les coûts pour encourager l'adoption et une plus grande utilisation des facteurs de production dans le but d'augmenter la production de certaines cultures sélectionnées -- souvent des cultures commerciales d'exportation;
- o mettent en place des programmes destinés à subventionner le transport, l'emballage, le crédit et les coûts des principaux facteurs de production;
- o établissent des politiques, des programmes et des priorités pour l'utilisation des réserves limitées de devises dans le but de maintenir ou peut-être d'accroître l'utilisation de certains facteurs de production essentiels.

#### Techniques de production

Les initiatives politiques comprennent d'habitude des programmes appuyant des recherches de base et la vulgarisation dans le but de développer de nouvelles races et variétés, d'augmenter la quantité et la qualité des semences, d'améliorer les méthodes culturales et d'élevage et de mieux contrôler les parasites et les maladies. De nouvelles techniques de production permettent de produire davantage et d'avoir un meilleur potentiel de production. Souvent, elles entraînent aussi un coût total de production plus important, mais les coûts unitaires sont plus faibles.

### Politique de prix

Ces programmes et politiques des prix ont surtout un impact au niveau des prix au producteur et de ses gains escomptés, des termes de l'échange pour les produits agricoles, des prix alimentaires et du niveau des prix en général. Ils ont un effet important que ce soit au niveau des marchés de facteurs de production ou des marchés de produits finis.

Les conséquences directes des politiques et programmes de prix --soutien des prix au producteur, politique tarifaire pour les principaux facteurs de production, politique tarifaire pour les cultures compétitives -- montrent d'habitude une faible incidence sur les prix (faible élasticité) dans de nombreuses analyses économétriques, mais ces analyses souvent tendent à sous estimer les incidences des prix. Ces analyses sont souvent très globales et se rapportent à la production totale d'une culture ou d'un produit de base plutôt que de mesurer l'incidence des changements tarifaires prévus sur la surface cultivée ou sur les rendements des cultures. Etant donné que ces analyses souvent regroupent des surfaces de production et des saisons différentes, elles généralisent entre des cultures compétitives et combinent des conditions climatiques différentes. On ne manque pas de preuves qui montrent que de meilleurs prix et de meilleurs gains escomptés ont un effet positif et important sur la production alimentaire, même chez le petit producteur (exploitation de subsistance). Pourtant on s'attend à ce que le petit producteur réagisse moins à une politique tarifaire que ceux qui sont plus grands, plus commerciaux.

### Incidence secondaires des prix et gains

Bien que l'incidence annuelle directe des prix sur la production alimentaire soit généralement importante, les incidences secondaires ou dans le long terme sont encore plus importantes. En effet, de meilleurs termes de l'échange agricole et une plus grande demande vont attirer des investissements au niveau de l'amélioration des terres, des installations pour l'irrigation, au même titre que l'adoption de semences améliorées et d'un meilleur contrôle des parasites et des maladies. En règle générale, de meilleurs termes de l'échange pour l'industrie agricole et alimentaire, à savoir la perspective de meilleurs gains, des coûts réduits, des impôts moins élevés, des taxes à l'exportation diminuées, des importations moins compétitives, un meilleur équilibre entre les prix au producteur et les prix alimentaires au détail vont freiner les mouvements migratoires des zones rurales vers les zones urbaines et vont encourager les investissements dans l'agriculture et l'infrastructure de support (routes, transport et marchés).

### Politique tarifaire par région et par saison

Souvent, les gouvernements fixent des soutiens de prix au producteur et des prix plafonds qui sont les mêmes pour l'ensemble des régions, en vertu du principe d'équité et en raison de la facilité à fixer un tel prix. Mais cette politique est vouée à l'échec au départ à moins que l'Etat ne soit prêt à contrôler de près les mouvements internes des produits alimentaires et peut être à accorder davantage de crédits au transport. Les mêmes déséquilibres apparaissent quant les prix du marché sont les mêmes pour la haute saison et la basse saison. Là aussi, l'Etat devra compenser les différences des coûts de transport entre les zones à excédent et celles à déficit ou les coûts de

64

stockage pour garder tel produit d'une saison à l'autre. Ce sont là des coûts économiques normaux qui ne seraient pas assumés par le secteur privé et l'Etat trouve souvent ces coûts excessifs même s'ils sont justifiés par des raisons politiques.

#### L'Etat fixe les prix et les coûts

Les informations dont on dispose montrent que tous les gouvernements en Afrique de l'Ouest fixent les prix au producteur, les coûts, les marges des prix, les prix en gros et au détail par le biais d'organismes parastataux ou de conseils chargés des politiques tarifaires. Il semble qu'il y ait une "obsession" politique, un désir d'assumer l'impossible responsabilité de contrôle ou d'influencer toutes les décisions économiques au niveau de l'agriculture. Cela est voué à l'échec à moins qu'on ne fixe les prix et les coûts à un niveau reflétant l'équilibre changeant des forces de l'offre et de la demande.

Si ce n'est pour une intervention dans le cadre de laquelle on fixe un prix au producteur minimum pour couvrir les pertes, à un niveau qui ne coûtera pas trop cher à l'Etat, aucun organisme parastatal, aucun conseil ne dispose de l'information, des analyses, de la sagesse, du don de prévoir nécessaires pour fixer des prix de marché pouvant fonctionner pour un article de base essentiel et bien moins, s'il s'agit de tout un éventail de prix pour les facteurs de production et les articles de base. Tout ensemble de prix fixés sera constamment en désaccord avec les forces économiques sous-jacentes. D'habitude cela amène des marchés parallèles et encourage les fraudes à moins que les importations et exportations ne soient ajustées pour contrebalancer en grande partie les déséquilibres du marché. De tels ajustements d'habitude se font au détriment du producteur local.

Si l'Etat, par le biais de ses organisations parastatales et de ses conseils de commercialisation, ne fournit qu'un soutien symbolique à un produit de base quand l'offre sur le marché est importante et permet que le soutien au producteur décline en termes réels, les producteurs vont réduire la production de ce produit en réduisant les rendements et les surfaces cultivées. Ces scénarios, s'ils se répètent une ou deux fois, sapent la confiance que le producteur et les habitants des zones rurales ont dans l'Etat. L'Etat n'étant pas expert en gestion devrait prendre les décisions importantes mais laisser les déséquilibres, moins importants, plus petits, aux forces du marché.

#### Politiques des marchés de produits

Dans le schéma de l'industrie agricole et alimentaire, les marchés de produits distribuent la production (offre) générée par les facteurs et le processus de production. Cette production n'a de la valeur que si les marchés fonctionnent dans le but de rassembler et de distribuer les produits, de déterminer des prix équitables, de fournir aux producteurs des renseignements sur la valeur et la combinaison de produits qui peuvent être absorbés de manière rentable par le marché.

Les politiques relatives aux marchés des produits, y compris les politiques macroéconomiques, ont une incidence, directe et importante, sur la production agricole, sur le marché des facteurs de production et sur la distribution des produits alimentaires. Certains des programmes et politiques les plus souvent utilisés sont, entre autres:

- o programmes visant à stabiliser les prix alimentaires -- plafond de prix, prix spéciaux pour les déshérités, importations, rationnement et produits disponibles, etc;

- o politiques de faibles prix alimentaires comprenant des subventions implicites ou explicites qui seront à la charge du producteur;
- o contrôle de monopoles pour les principaux produits alimentaires avec programmes régularisant les prix au producteur, les marges de prix, les importations, les exportations et même les échanges locaux et les produits;
- o programmes spéciaux de distribution alimentaire pour les déshérités ou les groupes cibles tels que les enfants, les femmes enceintes, les mères qui allaitent.

Ce sont là quelques exemples de types de politiques et de programmes. Il y a bien d'autres variantes et combinaisons pour arriver aux objectifs désirés.

Direction et ordre de grandeur de l'incidence  
des politiques

Par suite de l'influence dominante de l'industrie alimentaire et agricole dans les pays en développement, l'incidence des politiques tarifaires agricoles se fait sentir au niveau de toute l'économie. Les changements de prix pour les produits alimentaires et les fibres affectent directement les revenus agricoles, le niveau de vie, les salaires des ouvriers agricoles et industriels, les recettes de l'Etat, l'offre et l'utilisation des produits agricoles et non agricoles. L'incidence des politiques tarifaires peut être estimée qualitativement pour indiquer du moins sa direction si ce n'est son ordre de grandeur:

- o Des hausses des prix au producteur pour les produits alimentaires, surtout en termes d'achat réels, pourraient:
  - . augmenter la production alimentaire à moins que les incidences sur les prix ne soient affectées par un autre facteur;

- . augmenter les revenus des producteurs;
  - . augmenter la demande au niveau des facteurs de production;
  - . encourager et faciliter les investissements et les améliorations au niveau du potentiel de production alimentaire;
  - . augmenter les prix alimentaires à la consommation et les dépenses pour les produits alimentaires.
- o Les hausses des prix au producteur pour les cultures d'exportations mèneraient à:
- . une expansion des cultures d'exportation qui pourrait affecter en sens inverse la production des cultures vivrières;
  - . une augmentation des revenus au producteur accompagnée d'une augmentation de la demande en facteurs de production et d'une augmentation des recettes de l'Etat.
- o Des augmentations au niveau des subventions accordées aux facteurs de production agricoles ou les diminutions des droits de douane ou toute autre restriction à l'importation mèneraient à:
- . une plus grande utilisation des facteurs de production;
  - . un accroissement de la production agricole;
  - . une hausse du revenu agricole, du produit intérieur brut, de la consommation et peut-être des salaires et des bénéfices;
  - . une augmentation des dépenses publiques (ou une diminution des recettes provenant des tarifs douaniers)
- o Une dévaluation des taux de change pourrait:
- . stimuler les exportations et décourager les importations;
  - . encourager une ré-affectation des ressources à l'agriculture;
  - . augmenter la production agricole;
  - . augmenter les prix à la consommation et diminuer les salaires en termes réels;
  - . augmenter le volume des exportations et les recettes publiques.

68

- o Des augmentations au niveau des subventions alimentaires tendraient à:
  - . réduire les prix alimentaires et augmenter la consommation des produits alimentaires et non alimentaires;
  - . augmenter les revenus et le pouvoir d'achat en termes réels du consommateur;
  - . augmenter le volume des importations de produits alimentaires peut-être;
  - . augmenter les coûts des subventions de l'Etat.

Le message de cette liste est d'insister sur la nature omniprésente des incidences des politiques tarifaires agricoles sur l'économie globale. Comprendre ces liens et le degré auquel ils peuvent changer est vital au niveau de la formulation de programmes et de politiques à l'échelle nationale.

Les politiques macro-économiques relatives au commerce, aux dispositions monétaires et fiscales, au contrôle des prix, aux subventions, aux programmes salaires-emplois ont toutes des conséquences directes et importantes sur la disponibilité et le coût des facteurs de production. Les coûts de la production agricole et la rentabilité escomptée influencent l'intensité avec laquelle on utilise les ressources, l'adoption de nouvelles techniques, les améliorations des méthodes culturales et la production pour l'exportation et l'utilisation locale.

Dans la plupart des pays en développement, la croissance et les changements dans l'industrie agricole et alimentaire sont les principaux déterminants du produit intérieur brut, de l'emploi, du revenu et de l'épargne. De ce fait, le complexe de l'industrie agricole et alimentaire est par essence l'économie de la plupart des pays en développement. Une agriculture prospère est essentielle pour l'expansion de l'économie en général.

Evolution économique en Afrique de l'Ouest

Bien qu'on ne dispose que de données fragmentaires et que chaque nation soit unique, un message clair nous parvient. Ceux qui connaissent bien l'Afrique de l'Ouest jugeront ce message. La plupart des pays en développement, et en fait, toute l'Afrique de l'Ouest, ont des problèmes et des profils de développement similaires. Ceci ne signifie pas qu'ils sont semblables ou qu'ils ont besoin des mêmes politiques et programmes.

Les données disponibles sur la production céréalière en Afrique de l'Ouest indiquent de très faibles augmentations au niveau des surfaces cultivées et des rendements pour la décennie 70 (Tableau 1). La production céréalière a augmenté à un rythme annuel inférieur à 1,5 pour cent. A la même époque, la population s'est accrue au taux annuel de plus de 3 pour cent.

Ce schème, surface, rendement, production, est pratiquement le même au Nigéria. Mais les tendances de la production céréalière (surface, rendement, production) ont été à la baisse au Mali et au Ghana, toujours pendant la même décennie. En Sierra-Léone, la production céréalière s'est maintenue au même niveau que l'accroissement de la population, surtout en raison des augmentations dans la surface cultivée. Par contre, la Côte d'Ivoire a augmenté sa surface cultivée et ses rendements, qui étaient déjà relativement élevés, se sont aussi accrus. Mais les fortes hausses au niveau de la production céréalière ont été égalées par la croissance démographique <sup>1/</sup>.

---

<sup>1/</sup> Des données détaillées pour ces pays sont présentés dans les tableaux se trouvant en annexe.

Tableau 1. Surface, rendement et production de céréales,  
certains pays de l'Afrique de l'Ouest (CEEAO)

Country	1970	1975	1980		1981	1982	1983	Pre 1984	
			Actual	Growth				Actual	Growth from 1980
<b>West Africa (ECOWAS)</b>									
Area (1000 Ha)	22,516	22,583	23,883	0.6	24,447	24,317	23,609	24,346	0.5
Yield (kg)	674	705	727	0.8	739	751	594	621	-3.9
Population (1000 M.T.)	15,184	15,920	17,382	1.4	18,032	18,240	14,016	15,100	-3.5
<b>Nigeria</b>									
Area	12,110	12,785	13,490	1.1	13,580	13,705	13,384	13,710	0.4
Yield	680	645	711	.4	716	741	720	858	4.8
Output	82,40	8,248	9,594	1.5	9,726	10,055	9,635	11,759	5.2
Population (mil)	56.3	65.7	77.1	3.2	79.7	82.4	85.2	88.1	3.4
<b>Mali</b>									
Area	1,674	1,512	1,625	-0.3	1,645	1,572	1,670	1,600	-0.4
Yield	599	747	549	-0.9	678	648	562	509	-1.8
Output	1,003	1,129	892	-1.2	1,116	1,018	938	815	-2.2
Population (mil)	5.58	6.20	6.91	2.2	7.07	7.23	7.39	7.56	2.3
<b>Ghana</b>									
Area	998	806	854	-1.6	843	822	760	907	1.5
Yield	860	833	789	-0.9	860	662	561	869	2.4
Output	858	671	674	-2.4	725	544	426	788	4.0
Population (mil)	8.79	10.31	12.13	3.3	12.53	12.94	13.37	13.80	3.3
<b>Ivory Coast</b>									
Area	223	231	275	2.1	262	270	262	323	4.1
Yield	2,646	3,263	3,171	1.8	3,218	3,281	3,656	3,433	2.0
Output	590	837	872	4.0	843	886	958	1,109	6.2
Population (mil)	5.43	6.76	8.05	4.0	8.33	8.61	8.89	9.18	3.3
<b>Sierra Leon</b>									
Area	353	346	428	1.9	428	455	455	455	1.5
Yield	1,269	1,616	1,278	0.1	1,206	1,138	1,253	1,257	-0.4
Output	448	559	547	2.0	516	518	570	572	1.1
Population (mil)	2.73	3.04	3.43	2.3	3.52	3.60	3.70	3.80	2.6

Source: Tableau basé sur les données de USDA/ERS et estimations basées sur les données de la FAO, de l'USDA/FAS.

Pendant la période 1980 à 1984, la production céréalière de cette région s'est ralentie, car les conséquences de la sécheresse ont précipité les tendances qui étaient déjà à la baisse. Il est dangereux de trop généraliser, étant donné qu'on ne dispose pas de données récentes.

#### Forte expansion des importations de céréales

Par suite de la chute de production céréalière et de la croissance rapide de la population, les importations de céréales sont montées en flèche. Effectivement, pour subvenir à la consommation, la plupart des pays ont dû recourir aux importations. Entre 1970 et 1975, les importations de céréales pour l'ensemble de la région de la CEEAO se montaient à environ 1,25 millions de tonnes par an. Entre 1975-1980, les importations ont augmenté et ce phénomène s'est encore accentué jusqu'en 1984. A cette date, les importations céréalières étaient de 5,5 millions de tonnes, ce qui représente le quart de la consommation céréalière totale de l'Afrique de l'Ouest (Tableau 2).

Les importations de céréales ont augmenté dans la plupart des pays de la région entre 1975-85. Pour certains pays, cette expansion des importations a eu lieu malgré des augmentations de la production de mil et de sorgho égalant les accroissements de la population. Les augmentations des importations étaient surtout pour des céréales tels que le riz, le blé, et dans certains pays, le maïs. Le volume d'importations de ces céréales a été impressionnant pendant ces quinze dernières années dans cinq pays: Nigéria, Mali, Ghana, Côte d'Ivoire et Sierra Léone. Toutefois, les circonstances sous-jacentes variaient selon les pays.

#### Développements économiques connexes

Dans la plupart des pays pour lesquelles on dispose de données, les prix au producteur pour les céréales ont augmenté beaucoup moins vite que le niveau général prix/coût. Cela a diminué le revenu, en termes réels, du

Tableau 2. Afrique de l'Ouest: Production et importation de céréales (1000 tonnes)

Country	1970		1975		1980		1984	
	Output	Import	Output	Import	Output	Import	Output	Import
West Africa	15,943	1,237	16,210	1,294	18,053	3,882	15,567	5,342
Nigeria	8,440	271	8,192	404	9,488	1,739	7,935	2,475
Togo	300	19	269	15	305	46	289	32
Ivory Coast	610	184	692	81	799	373	958	635
Ghana	542	157	890	96	780	211	426	281
Mali	1,147	36	1,115	127	1,172	102	938	290
Niger	1,420	17	1,136	22	1,627	95	1,400	50
Burkina Faso	1,030	32	1,176	36	1,216	86	1,130	163
Mauritania	116	64	56	96	44	185	22	263
Guinea	598	55	576	71	608	106	625	96
Gambia	41	18	32	28	79	64	79	54
Guinea Bissau	18	0	20	0	38	0	25	0
Liberia	144	58	260	42	266	101	294	115
Sierra Leone	441	2	508	41	559	70	570	101
Senegal	824	292	959	219	664	564	552	712
Benin	272	15	329	16	402	83	320	24
Cape Verde	0	17	0	40	6	57	4	52

Source: Ce tableau est basé sur les données de l'USDA et les estimations de la FAO, USDA/FAS.

Tableau 3. Production, commerce et utilisation  
des cereales, certains pays de l'Afrique de l'Ouest (CEEAO)  
(1000 tonnes)

Country/year	Output	Import	change	Non-food use	Food use		Population	
					Total	Percep.	Total	Growth
					--kg.--		-million-	
<b>West Africa</b>								
1970	15,943	1,064	9	495	16,521	157	105.0	--
1975	16,210	1,286	-33	0	17,463	614.4	121.4	2.95
1980	18,053	3,880	116	824	21,225	150	141.2	3.07
1981	17,382	4,889	-54	953	21,264	146	145.6	--
1982	18,032	4,856	-110	932	21,846	145	150.2	3.11
1983	18,240	4,638	362	797	22,443	145	155.0	--
1984	15,567	5,342	-125	848	19,936	125	160.0	3.17
1985E	16,500	5,000	0	700	20,800	126	165.2	3.19
<b>Nigeria</b>								
1970	8,440	271	9	128	8,592	152.6	56.3	--
1975	8,191	404	-20	0	8,578	130.6	65.7	3.14
1980	9,488	1,739	76	434	10,869	141.0	77.1	3.25
1981	9,764	2,500	22	535	11,751	147.4	79.7	--
1982	9,895	2,386	-164	533	11,584	140.6	82.4	--
1983	10,424	2,162	360	399	12,547	147.3	85.2	--
1984	7,935	2,475	-110	486	9,814	111.4	88.1	--
1985E	10,083	2,000	0	--	--	--	91.2	3.42
<b>Mali</b>								
1970	1,147	36	--	30	1,153	207	5.58	--
1975	1,115	127	--	34	1,208	195	6.20	2.13
1980	1,172	102	--	27	1,247	180	6.91	2.19
1981	892	98	--	33	957	135	7.07	--
1982	1,116	156	--	31	1,241	172	7.23	--
1983	1,018	155	--	28	1,145	155	7.39	--
1984	938	290	--	24	1,204	159	7.56	--
1985E	815	--	--	--	--	--	7.74	2.29

(Continued)

Tableau 3. (Suite)

Country/year	Output	Import	change	Non-food use	Food use		Population	
					Total	Percep.	Total	Growth
						--kg.--	-million-	
<b>Ghana</b>								
1970	542	157	--	26	673	76.5	8.8	--
1975	890	96	--	20	966	93.8	10.3	3.20
1980	780	211	--	20	971	80.2	12.1	3.27
1981	674	259	--	22	911	72.9	12.5	--
1982	725	197	--	16	906	70.2	12.9	--
1983	544	223	--	13	754	56.3	13.4	--
1984	426	281	--	24	683	49.5	13.8	--
1985E	788	85	--	25	848	59.3	14.3	3.40
<b>Ivory Coast</b>								
1970	610	184	--	10	784	144	5.43	--
1975	692	81	--	16	757	112	6.76	4.48
1980	799	373	--	17	1,280	159	8.05	3.55
1981	872	548	--	18	1,438	173	8.33	--
1982	843	546	--	20	1,369	154	8.61	--
1983	886	594	--	25	1,455	164	8.89	--
1984	958	635	--	27	1,566	171	9.18	--
1985E	1,109	--	--	--	--	--	9.47	3.30
<b>Sierra Leone</b>								
1970	441	2	--	66	377	138	2.73	--
1975	508	1	--	80	429	141	3.04	2.17
1980	559	70	--	87	542	158	3.43	2.44
1981	547	68	--	83	532	151	3.52	--
1982	516	72	--	84	504	140	3.60	--
1983	518	122	--	95	545	147	3.70	--
1984	570	101	--	84	587	154	3.80	--
1985E	572	--	--	--	--	--	3.91	2.65

Source: Ce tableau est basé sur les données de l'USDA/ERS et les estimations de la FAO et de l'USDA/FAS.

producteur et explique en grande partie la détérioration des termes de l'échange agricole. Les tendances de la production alimentaire ont été stables ou ont changé lentement et combinées à une population rapidement croissante, cela a réduit la production per capita. Grâce à la forte expansion des importations, on a pu maintenir la consommation des céréales en général (Tableau 3). Ces importations ont été financées par des déficits publics toujours plus grands, par des emprunts contractés à l'étranger et par l'aide alimentaire. Les emprunts à l'étranger ont alourdi le coût annuel du service de la dette, surtout si l'on considère que les recettes résultant des exportations ont diminué. La valeur de la monnaie locale a baissé et il y a eu surévaluation des taux de change officiels. Cette entrave à l'exportation et les impôts sur les exportations déjà lourds (principale source de recettes publiques pour la plupart des pays) ont fait que les agricultures ont négligé la production des cultures commerciales d'exportation. Les rentrées de devises étrangères ont baissé ce qui a réduit les ressources nécessaires pour acquérir les facteurs de production essentiels.

Malheureusement, il semble que ce scénario général se soit répété un peu partout dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Par contre en 1984, les conditions climatiques se sont améliorées dans certaines parties de la région, entraînant de meilleurs rendements pour le producteur et une amélioration des conditions économiques générales. Mais la stabilité politique de beaucoup de pays semble fragile et bien des économies sont virtuellement en faillite. En plus, il se peut que les véritables conditions soient pires que ne l'indiquent les données.

76

Identifier les racines du mal

Les développements économiques en Afrique de l'Ouest sont-ils aussi sombres que les données semblent l'indiquer? Pourquoi les mauvaises politiques et les déséquilibres persistent-ils? Peut-on identifier les causes principales des conditions économiques de l'Afrique de l'Ouest?

- o Peut-être que les développements économiques défavorables dans la région ne sont pas dûs à de mauvaises politiques et à une planification médiocre, mais proviennent d'une incapacité à lancer et à soutenir efficacement des programmes de mise en oeuvre. Cela peut provenir de ressources inadéquates ou peut-être d'une gestion insuffisante avec des cadres n'ayant pas assez d'expérience ou de formation.
- o Souvent les théories et les économistes du développement accordent une faible priorité à l'agriculture ou négligent complètement ce secteur au profit de la croissance industrielle. Cette façon de penser et d'accorder des priorités existent toujours à l'heure actuelle et peut être un obstacle majeur à la réalisation efficace des programmes agricoles. Il est intéressant de noter que la plupart des économies fortes en Afrique (Côte d'Ivoire, Kenya, Cameroun, Malawi, Botswana, par exemple) ont des dirigeants qui ont une bonne connaissance de l'agriculture.
- o Les sérieux déséquilibres du marché, la surévaluation des taux de change, les pénuries générales sont la cause des marchés parallèles et de la corruption des fonctionnaires. Si ces conditions persistent en raison des droits acquis des individus envers le pouvoir, des changements de politiques et de programmes n'auront que peu d'effet sur ces conditions.
- o Puisque beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest ont moins d'habitants qu'une ville ayant une taille efficace, la base de ressources humaines n'est peut être pas adéquate pour supporter un réseau routier, des installations pour les transports, une compagnie aérienne, des établissements scolaires et sanitaires et tous les ministères requis pour gouverner.
- o Un contrôle strict de l'Etat au niveau des marchés, du commerce extérieur, des finances, des prix et des coûts, requiert une information en profondeur et la capacité de suivre les développements économiques et politiques. Un personnel formé est nécessaire pour interpréter les développements si l'on veut que la gestion soit relativement efficace et puisse remédier aux déséquilibres. Cette capacité très souvent n'existe pas dans les pays en développement, (surtout en Afrique).

Mauvais et bons programmes ou politiques en matière d'agriculture

Celui qui prend la décision ou qui gère les programmes agricoles dans les pays en développement ne dispose que rarement de l'information économique, statistique, institutionnelle, analytique et politique nécessaire pour construire une agriculture productive comprenant des incitations équitables et un système de récompenses. Un décideur informé devrait être à même de contrôler, comprendre et mesurer approximativement:

- o le rôle des gains escomptés et autres incitations à l'expansion de la production agricole;
- o le besoin d'une plus grande liberté - moins de contrôles - au niveau des prix du marché, de la distribution et de la transformation alimentaire;
- o la nécessité d'avoir des politiques et des programmes qui ne "confisquent" pas les produits du producteur à des prix inférieurs à ceux du marché;
- o le besoin que le secteur privé joue un rôle lui permettant de juger de l'efficacité des coûts des coopératives, des organismes parastataux, des transports et des industries des facteurs de production qui sont des supports à l'agriculture;
- o la nécessité d'avoir davantage de facteurs de production à un coût moindre (engrais, contrôle des maladies et des insectes, outils et pièces détachées);
- o la nécessité d'avoir une politique de crédit souple qui fournit un financement agricole adéquat;
- o la nécessité d'avoir des politiques relatives à l'utilisation des terres et de l'eau qui facilitent l'accès à la propriété, les améliorations des terres et l'utilisation intensive du terroir agricole;
- o la nécessité d'avoir une politique de commerce extérieur qui récompense le producteur pour le rôle-clé qu'il joue au niveau de la rentrée de devises;
- o la nécessité que l'Etat démontre que les objectifs de planification nationale au niveau des politiques et des programmes alimentaires et agricoles sont sérieux et ne servent pas juste à impressionner les bailleurs de fonds internationaux;

- o la nécessité d'avoir des politiques, institutions et programmes qui accordent la priorité à l'agriculture, motivent les producteurs, réduit l'étau coût-prix et rectifie les inégalités entre les activités agricoles et non agricoles.

Ce sont là les types de programmes et de politiques qui fournissent la base d'une agriculture rentable et prospère et d'une économie globale et prospère.

Nigeria: Production céréalière, commerce et développements  
économiques connexes  
(1000 tonnes)

	1970	1975	1980				1984		
			Actual	Growth from 1970	1982	1983	Actual	Growth from 1980	Proj. 1985
Grain production <sup>a</sup>	8,311	8,016	9,197	1.0	9,480	9,962	7,506	-5.0	9,630
Rice (milled)	257	348	579	8.5	825	918	851	10.1	900
Corn	20	18	23	1.4	25	30	35	11.1	40
Millet & sorghum	6,608	6,300	6,925	0.5	6,880	7,229	4,960	-8.0	6,890
Imports	313	412	1,739	18.7	2,386	2,162	2,475	9.2	--
Rice (milled)	1	6	394	81.7	651	712	775	18.4	--
Wheat	271	404	1,176	15.8	1,375	1,400	1,500	6.3	--
Millet & sorghum	40	1	1	--	10	--	--	--	--
Total supply	8,624	8,428	10,936	2.4	11,866	12,124	9,981	-2.3	--
Per capita (kg)	153	128	142	-0.7	144	142	113	-5.6	--
Population (million)	56.3	65.7	77.1	3.2	82.4	85.2	88.1	3.4	91.2
Related econ trends									
Consumer Price Index (1975=100)	53	100	228	15.7	301	376	545	24.3	--
Producer Price (real) (N/mt)									
Rice	257	230	144	-5.6	133	106	92	-10.6	--
Corn	128	115	88	-3.7	70	56	66	-6.9	--
Millet & sorghum	106	98	94	-1.2	75	60	66	-8.5	--
Exchange rate (n/\$ unofficial)	.58	.89	.90	-4.5	1.14	1.81	--	26.2	--
Debt outstanding (mil. dol.)	494	1,399	6,831	30.0	12,748	15,009	--	30	--
Exports, merchandise (mil. dol.)	1,248	8,329	25,741	35.3	12,877	10,456	10,200	-20.7	--
Percent debt service/export merch.	4.5	3.7	3.8	--	16.8	27.5	--	--	--

a. Délai d'un an

Source: Basé sur USDA/ERS et les estimations sont basés sur  
USDA/EAS, FAO, BIRD, FMI.

Mali: Production céréalière, commerce et développements  
économiques connexes  
(1000 tonnes)

	1970	1975	1980				1984		
			Actual	Growth from 1970	1982	1983	Actual	Growth from 1980	Proj. 1985
Grain production <sup>a</sup>	1,092	1,042	1,116	0.2	1,057	974	883	-5.7	781
Rice (milled)	106	142	109	0.3	116	86	108	-0.2	66
Corn	913	800	943	0.3	871	793	700	-7.2	650
Millet & sorghum									
Imports	49	127	102	7.6	156	155	291	30.0	350
Rice (milled)	14	25	53	14.2	71	52	162	32.2	110
Wheat	30	49	31	0.3	40	67	29	-1.6	70
Millet & sorghum	3	28	18	19.6	30	20	60	35.1	100
	2	25	0	--	15	16	40	--	70
Total supply	1,141	1,169	1,218	0.7	1,213	1,129	1,174	-0.9	1,131
Per capita (kg)	204	189	176	-1.5	168	153	155	-3.1	146
Population (million)	5.58	6.20	6.91	2.2	7.23	7.39	7.56	2.3	7.74
Related econ trends									
Consumer Price Index (1975=100)	55	100	(165)	11.6	--	--	--	--	--
Producer Price (real) (N/mt)									
Rice (1000 CFA)	45.5	40.0	(37.9)	1.8	--	--	--	--	--
Millet & sorghum (1000 CFA)	32.7	32.0	(30.0)	-0.9	--	--	--	--	--
Exchange rate (CFA/\$)	560	431	419	-2.9	666	762	--	22.1	--
Debt outstanding (mil. dol.)	236	332	843	13.6	1,024	1,130	--	10.3	--
Exports, merchandise (mil. dol.)	33	53	205	20.0	146	--	--	--	--
Percent debt service/export merch.	3	6	17	--	35	--	--	--	--

a. Delai d'un an

Source: Base sur USDA/ERS et les estimations sont basés sur  
USDA/EAS, FAO, BIRD, FMI.

Côte d'Ivoire: Production céréalière, commerce et développements  
économiques connexes  
(1000 tonnes)

	1970	1975	1980				1984		Proj. 1985
			Actual	Growth from 1970	1982	1983	Actual	Growth from 1980	
<b>Grain production<sup>a</sup></b>	520	533	784	4.2	856	942	1,050	7.6	1,192
Rice (milled)	128	170	226	5.8	242	260	230	0.4	304
Corn	354	326	510	3.7	564	639	782	11.3	843
Miliet & sorghum	38	37	48	2.4	50	43	38	-5.7	45
<b>Imports</b>	185	81	367	7.1	546	589	635	14.7	--
Rice (milled)	79	2	168	7.8	357	380	400	24.2	--
Wheat	101	79	183	6.1	176	206	225	5.3	--
Other	5	0	16	--	13	3	10	--	--
<b>Total supply</b>	705	614	1,153	5.0	1,402	1,531	1,685	10.0	--
Per capita (kg)	130	91	143	1.0	163	172	184	6.5	--
<b>Population (million)</b>	5.43	6.76	8.05	4.0	8.61	8.89	9.18	3.3	--
<b>Related econ trends</b>									
Consumer Price Index (1975=100)	70	100	216	11.9	252	267	278	6.5	--
Producer Price (real) (N/mt)									
Rice (1000 CFA)	31.4	65.0	23.1	-3.0	23.8	22.5	28.8	5.7	--
Corn (1000 CFA)	18.1	25.0	--	--	19.8	15.0	--	--	--
<b>Exchange rate (CFA/\$ unofficial)</b>	280	215	210	-2.8	333	400	440	20.3	--
<b>Debt outstanding (mil. dol.)</b>	256	947	5,513	35.9	6,122	6,046	--	3.1	--
<b>Exports, merchandise (mil. dol.)</b>	497	1,239	3,012	19.7	2,453	2,152	2,400	-5.5	--
<b>Percent debt service/export merch.</b>	8	11	33	--	52	57	--	--	--

a. Delai d'un an

Source: Basé sur USDA/ERS et les estimations sont basés sur  
USDA/EAS, FAO, BIRD, FMI.

Sierra Léone: Production céréalière, commerce et développements  
économiques connexes  
(1000 tonnes)

	1970	1975	1980		1982	1983	1984		Proj. 1985
			Actual	Growth from 1970			Actual	Growth from 1980	
Grain production <sup>a</sup>	299	340	375	2.3	347	349	383	0.5	385
Rice (milled)	265	312	343	2.6	314	314	346	0.2	348
Corn	10	12	12	--	12	13	14	--	14
Millet	24	16	20	--	21	22	23	--	23
Imports	2	1	70	--	72	122	101	9.6	--
Rice (milled)	0	0	42	--	46	85	51	5.0	--
Wheat	2	1	28	--	26	37	50	15.6	--
Total supply	301	341	445	4.0	419	471	484	2.1	--
Per capita (kg)	110	112	130	1.7	116	127	127	-0.6	--
Population (million)	2.73	3.04	3.43	2.3	3.60	3.70	3.80	2.6	3.91
Related econ trends									
Consumer Price Index (1975=100)	66	100	190	11.2	307	--	--	--	--
Producer Price (real) (N/mt)									
Rice (1000 LE)	12.8	18.3	14.6	1.3	--	--	--	--	--
Exchange rate (LE/\$)	.85	.90	1.05	2.1	1.24	1.68	--	17.0	--
Debt outstanding (mil. dol.)	59	169	468	23.0	523	513	--	3.1	--
Exports, merchandise (mil. dol.)	100	126	215	8.0	168	--	--	--	--
Percent debt service/exports	12	16	28	--	--	--	--	--	--

a. Délai d'un an

Source: Basé sur USDA/ERS et les estimations sont basés sur  
USDA/EAS, FAO, BIRD, FMI.

Ghana: Production céréalière, commerce et développements  
économiques connexes  
(1000 tonnes)

	1980					1984			
	1970	1975	Actual	Percent of 1970	1982	1983	Actual	Percent of 1980	1985
Grain production <sup>a</sup>	520	866	749	144	693	532	413	55	766
Rice, milled	45	49	62	194	65	24	27	44	44
Corn	304	486	480	158	378	346	299	62	450
Millet and sorghum	171	331	307	180	250	162	87	28	272
Imports	157	95	212	135	197	223	281	132	--
Rice, milled	53	0	30	57	26	34	71	236	--
Wheat	99	95	131	131	120	120	106	81	--
Corn	5	0	40	800	41	59	94	235	--
Millet and sorghum	0	0	10	--	10	10	10	100	--
Total supply	677	961	960	142	890	755	694	72	--
Per capita (kg)	77	93	79	103	69	56	50	63	--
Population (million)	8.79	10.31	12.13	140	12.94	13.31	13.81	114	14.25
<b>Related Economic Trends</b>									
Consumer price index (1975=100)	46	100	1,355	--	3,588	--	--	--	--
Producer Price (real) (cdi/mt)									
Rice	200	771	571	--	(201)	--	--	--	--
Corn	163	250	283	--	(107)	--	--	--	--
Millet and sorghum	209	415	430	--	(163)	--	--	--	--
Exchange rate (CFA/\$, unofficial)	1.7	1.9	15.9	--	61.7	76.6	(150)	--	--
Debt outstanding (mil. dol.)	486	743	1,341	--	1,423	1,635	--	--	--
Exports, merchandise (mil. dol.)	458	808	(1,215)	--	(800)	--	--	--	--
Percent debt service/exports	5	8	(11)	--	(17)	--	--	--	--

a. Délai d'un an

Source: Basé sur USDA/ERS et les estimations sont basés sur  
USDA/EAS, FAO, BIRD, FMI.

Document 5

ECW/AINC/AGRI (SY)/1/6

C E E A O -----U S A I D

DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE EN SIERRA LEONE

PAR

DR. C.J/B/ BO-CLARKSON

SYMPOSIUM SUR LES INCITATIONS AGRICOLES

POUR

UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

ABIDJAN, 9 au 12 avril 1985

85

INTRODUCTION

On considère en Sierra Leone que la croissance du secteur agricole est cruciale pour une accélération de la croissance économique et du développement en raison de son importance stratégique en termes de contribution au produit interne brut et de sa capacité de créer des emplois pour une large population rurale. Le secteur agricole est également une source importante d'apport de devises. Sa croissance est nécessaire au bien-être économique du pays puisqu'il fournit les principales denrées alimentaires pour les populations urbaines et rurales: riz, manioc, maïs, arachides, bananes, ignames, onions, légumes, etc. Il permet des rentrées de devises grâce aux exportations de cacao, café, gingembre, graines de palmier, etc. En plus, il représente une source potentielle pour l'approvisionnement en matières premières des agro-industries. La population agricole, si elle avait un pouvoir d'achat suffisant, pourrait représenter un très bon marché de débouchés pour les biens et services industriels produits par le pays. Voilà pourquoi son rôle et sa contribution peuvent-être considérés comme un important aspect d'une croissance économique équilibrée et stable exprimée en termes réels.

L'agriculture a le potentiel de contribuer rapidement et de manière importante aux besoins de l'économie en matière de devises grâce aux imports-substitutions de l'industrie alimentaire et à la diversification des exportations: On dépendra de plus en plus du secteur agricole pour absorber la population active croissante et pour nourrir une population rurale croissante.

Le degré auquel l'agriculture peut répondre à ce défi dépend du degré d'organisation de ce secteur et du montant de ressources économiques qui lui seront affectées. Le gouvernement vient d'adopter un rapport très complet relatif à l'organisation et les problèmes majeurs du secteur agricole. Cela a mené au "remariage" du Ministère de l'Agriculture et de la Foresterie et de celui des Ressources naturelles et un seul ministère a été formé: Le Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles (MARN). Ce document se limite donc à résumer les principaux aspects et questions relatifs à la production, au marketing, aux prix et à faire des commentaires sur les attitudes envers certaines politiques et mesures concernant ce secteur. D'autre part, on essaye d'y estimer la situation financière actuelle de l'agriculture.

#### Place et importance de l'agriculture dans l'économie de la Sierra Léone

L'économie de la Sierra Léone est dualiste. Par le passé, le secteur minier, surtout l'industrie du diamant, stimulait le développement économique du pays. Cependant, pendant ces dernières années, l'industrie du diamant a relativement décliné en termes de recettes et d'emplois. Le développement du pays a lancé un sérieux défi lancé à la croissance soutenue et ordonnée de l'économie. Si on ne parvient pas à développer rapidement de nouvelles sources d'expansion économique, le taux de croissance des recettes, de l'emploi et des devises va stagner. Le Gouvernement doit donc élaborer de nouvelles politiques pour lutter contre une telle éventualité.

En termes d'emploi et de PIB, l'agriculture joue un rôle-clé dans l'économie de la Sierra Léone. Elle fait vivre 75 pour cent de la population

totale (3,8 millions d'habitants), fournit pratiquement 30 pour cent du PIB et 25 pour cent des rentrées de devises. D'autre part, le secteur minier emploie 4 pour cent de la population, fournit 12 pour cent du PIB et 70 pour cent des rentrées de devises. Depuis 1973, les exportations agricoles ont fourni annuellement 21 pour cent du PIB. Par le passé, l'agriculture représentait 20 pour cent des exportations bien que celles-ci se furent élevées en 1976/77 à 37 pour cent. Les exportations agricoles les plus importantes sont les graines de palmier, le café, le cacao et le gingembre.

L'agriculture a également joué un rôle secondaire bien qu'important au sein de l'économie monétaire et a surtout été une agriculture de subsistance. Au cours du temps, les cultures d'exportation ont été frappées de lourds impôts, souvent disproportionnés, sous forme de droits à l'exportation qui ont fait baisser de 30 à 50 pour cent le revenu escompté des agriculteurs. Ce qui est encore plus grave, est l'alourdissement de la facture des importations de denrées alimentaires. En 1979/80, les importations alimentaires étaient de 36 millions de léones (Le) comparées à 17,78 millions en 1969/70. Le manque d'incitations pour les agriculteurs et le rapide accroissement de la population ont été la cause des déficits des produits alimentaires. L'Etat cherche à trouver un moyen de stimuler la production agricole pour augmenter son potentiel de recettes et arrêter la dépendance croissante face aux importations.

La production agricole est caractérisée par une faible productivité per capita et par acre. Au cours du temps, ce secteur a été négligé et on lui a appliqué des politiques inappropriées. Cependant, prendre les mesures appropriées pour développer le secteur ne peut être fait si on ne comprend pas bien la base des politiques et stratégies.

La place de l'agriculture dans l'économie de la Sierra Léone change rapidement; les exportations agricoles comparées aux exportations des minéraux augmentent surtout depuis la clôture des mines de fer et à cause de l'épuisement apparent des dépôts de diamant les plus riches du pays et de la chute des cours mondiaux du diamant. Le temps des minerais semblent être passé et il reste à l'agriculture d'assumer les deux tâches suivantes: nourrir une population croissante et être la source principale des rentrées de devises. Toute augmentation dans les recettes dégagées par le secteur le plus important du pays aura une incidence majeure sur l'économie en raison de ses effets multiplicateurs.

La Sierra Léone a un excellent potentiel pour augmenter sa production agricole. L'agriculture prise au sens large comprend la santé du cheptel, la production des récoltes et de l'élevage, les économies domestiques, la foresterie, la pêche, la mécanisation, la protection des plantes et autres services et institutions connexes.

L'agriculture est et restera dans un futur assez lointain, l'industrie prédominante de la Sierra Léone. Avec une population approchant les 4,3 millions d'habitants et un taux annuel d'accroissement de 2,1 pour cent, la population doublera dans les 35 années à venir. Il est clair que si on ne prend pas rapidement des mesures pour augmenter la production, le taux de croissance démographique dépassera le taux d'augmentation de la production.

#### Aperçu sur les rendements du passé

Des pénuries de riz, persistantes et de plus en plus graves, ont été le plus sérieux défi en Sierra Léone. Malgré la haute priorité accordée à l'agriculture par l'Etat dans les programmes d'investissement public, des

problèmes divers ont limité la réalisation maximale des avantages que les investissements ont fourni à ce secteur. Ces problèmes étaient liés aux politiques tarifaires, au marketing, aux facilités de crédit, aux services de vulgarisation, aux arrangements organisationnels, au manque de main-d'oeuvre pendant les hautes saisons agricoles, au raccourcissement des périodes pendant lesquelles les terres sont en jachère, aux techniques de gestion nécessaires pour tirer des bénéfices optimaux de l'usage des variétés améliorées des semences et aux facteurs de production coûteux comme par exemple les engrais chimiques. Ils étaient aussi liés au manque de capitaux pour acheter et utiliser des machines agricoles. L'affectation des maigres ressources financières, qui n'ont pas été réparties de manière optimale entre les postes dépenses d'investissement et les postes dépenses de fonctionnement a également représenté un obstacle à l'expansion de la production agricole. Jusqu'à présent, le développement du secteur agricole s'est surtout fait dans le cadre de la politique des projets de développement agricole intégré. Cette approche va très certainement continuer à être appliquée en raison de l'interdépendance des facteurs de production associés à la promotion de l'agriculture en tant que composant intégral du programme de développement rural. Cependant, on envisage de réorganiser les arrangements existants pour améliorer l'efficacité de cette approche intégrée déjà appliquée par le Gouvernement dans les sept projets intégrés de développement agricole. Les deux principales cultures d'exportation sont le café et le cacao et par suite de la chute des prix sur le marché mondial, ces récoltes ont eu d'assez mauvais résultats. Il n'y a pas de plantations organisées à grande échelle pour concentrer les efforts relatifs à ces cultures.

90

Bien que certains efforts aient été faits dans le secteur forestier en termes de création d'industries à petite échelle et d'expansion de la capacité de gérer, le secteur forestier est une ressource qui reste négligée. Les terres couvertes par des forêts denses ne représentent à présent que 55 pour cent de la surface totale du pays en raison de l'exploitation incontrôlée caractérisée par des exportations de troncs plutôt que de bois d'oeuvre. Avant 1977, environ 1.500 mètres cubes étaient coupés chaque année. Depuis lors, le volume de bois scié a doublé grâce à l'expansion des activités de déboisement dans la forêt de Giola. Cependant, très peu de reboisement a été effectué ces dernières années et on devra faire des efforts d'importance majeure pour assurer que la Sierra Léone ne deviennent pas un importateur net de bois d'oeuvre et qu'il n'y aura pas de pénurie de bois de chauffe dans le long terme.

Les secteurs de l'élevage et des pêcheries n'ont pas produit ce qu'ils auraient pu. Il y a eu peu de développement dans le secteur de l'élevage excepté dans le domaine de l'industrie avicole qui s'est développée dans la région de l'Ouest. Le rationnement des aliments reste l'obstacle majeur à l'expansion de cette industrie.

Les pêcheries maritimes sont importantes et alors que la quantité pêchée par le secteur traditionnel ou artisanal est restée assez constante pendant les dix dernières années, la production de la flotte industrielle, grâce à la participation de l'étranger, a augmenté considérablement. La pêche des bateaux étrangers a augmenté de 27.000 tonnes en 1977 à environ 100.000 en 1980.

On considère que les facteurs principaux affectant les secteurs des pêcheries et de l'élevage sont associés avec un contrôle des ressources non-satisfaisants, un manque de crédit, des services de conseil et de support négligés ou inadéquats et une infrastructure médiocre.

Projets intégrés de développement agricole (PIDA)

La stratégie de développement agricole de la Sierra Léone est basée sur des PIDA et à présent sept de ces projets sont en cours dans le pays. Tous les PIDA ont les mêmes objectifs; ces objectifs sont d'accroître le bien-être général de la communauté rurale et de rendre les exploitants agricoles capables d'augmenter leur revenu en leur fournissant des services qui comprennent:

- crédit/approvisionnement en facteurs de production
- vulgarisation
- développement des exploitations agricoles
- installations pour la commercialisation
- approvisionnement en eau des villages
- écoles

Tous les PIDA sont gérés par une équipe de gestion à l'exception du projet BO/Pugehum qui s'occupe d'une série de projets individuels qui sont gérés par les ministères compétents.

Bien que tous ces projets se concentrent sur le riz, chaque projet accorde la priorité aux cultures qui conviennent le mieux à la région où ils sont exécutés. Les cultures principales sont le riz, le café, le cacao, le palmier à huile, les arachides, le bétail et les agrumes.

Les PIDA essaient d'organiser les fermiers au niveau des villages ou des tribus. Ils organisent des Associations d'exploitations agricoles au niveau du village et là où de telles associations ont été établies, comme c'est le cas pour le PIDA de la région de l'est, l'association peut contracter des emprunts par le biais du leader des exploitants agricoles du village qui les distribuera aux membres de l'association.

Le schème de crédit de groupe, et dans certains cas, comme pour le PIDA de Moyamba, toutes les formalités de crédit sont liés étroitement à des

arrangements concernant la commercialisation. Le remboursement de l'emprunt est fait de diverses manières combinant des paiements en espèces et en nature. On a introduit des programmes de marketing dans les PIDA:

- là où la situation locale demandait que le projet assume la responsabilité de commercialiser ses récoltes
- comme un moyen d'assurer que l'emprunt sera recouvré
- comme un moyen d'assurer que le fermier recevra un revenu plus équitable pour ces produits

Dans certains projets les fermiers ont l'entière responsabilité du marketing.

Le service de vulgarisation est important pour les projets qui ont besoin d'être en relation avec la section d'agronomie, avec le service de crédit ou de marketing, avec le personnel chargé du développement des terres et avec le service de contrôle et d'évaluation.

Les PIDA furent établis avec les objectifs de concentrer les ressources dans les zones qui sont prometteuses du point de vue agricole afin d'accroître la production et d'encourager la coordination des activités au niveau du terrain ce qui aurait pour résultat d'assurer qu'un ensemble adéquat de services de support seraient à la disposition des fermiers. Bien que ces objectifs dans l'ensemble aient été atteints, le développement des PIDA a eu pour conséquence un système dualistique de services agricoles sur le terrain, accompagné, comme on aurait pu le prévoir, de répétitions, de confusion et de développement déséquilibré. Le programme des PIDA était justifiable par le besoin d'accroître et de concentrer les ressources du terrain et de créer une source limitée de services de vulgarisation, de crédit et d'approvisionnement en facteurs de production; cependant, il a dû faire face à des problèmes techniques, sociologiques et opérationnels.

### Problèmes techniques

Les PIDA ont tendance à mettre les objectifs fixés avant les normes techniques. Dans deux projets, le PIDAE et le PIDAN, on a obtenu des rendements médiocres pour le riz cultivé dans les marais à cause du manque de normes en ce qui concernait le contrôle de l'eau et les taux d'engrais à utiliser dans l'eau.

Il y a aussi eu des problèmes dans les projets où des emprunts ont été accordés mais où il n'y avait pas de moyens de faire des recherches appliquées pour tester l'effet de meilleurs facteurs de production sur les conditions locales. Dans certains cas, par exemple dans le PIDAN, des emprunts qui ne convenaient pas aux conditions locales ont été accordés. En conséquence, les fermiers ont dû, pour répondre à leurs besoins, compléter ces emprunts avec des crédits coûteux provenant de sources traditionnelles.

### Problèmes sociologiques

Le manque de compréhension des conditions socio-économiques de la région a créé des difficultés. D'une part la culture sur les terres hautes a été négligée, bien qu'elle ait été traditionnellement le type de culture le plus important. D'autre part, la culture du riz dans les marais n'a pas pu être intégrée dans le système agricole traditionnel, bien que ce fût là un des objectifs principaux du programmes et les emprunts ne furent accordés que pour des récoltes commerciales.

### Problèmes opérationnels

Tous les projets ont eu des problèmes pour obtenir en temps voulu les livraisons des facteurs de productions tels que les semences, les engrais, le carburant et les pièces détachées. Le Projet de Koziradugu a particulièrement souffert du manque de transport et des délais de livraisons.

914

Plusieurs aspects du programme, en particulier le crédit, se sont avérés très coûteux, au niveau des frais généraux ainsi que des coûts de fonctionnement. Le coût de distribution des crédits et des facteurs de production dans les projets PIDAE et PIDAN ont été élevés parce que les fonds de l'emprunt ont été payés d'une manière fragmentée. Ceci souligne l'avantage d'organiser les fermiers en groupes. Le recouvrement des prêts en nature par le PIDAE a aussi été très coûteux à cause des dépenses de collecte, de transport et de stockage.

#### Politiques de marketing et des prix

Les points faibles au niveau des politiques de marketing et des prix des produits agricoles, surtout en ce qui concerne les produits de base pour l'exportation, sont peut être les causes les plus importantes de l'état de dépression où se trouve l'agriculture en Sierra Léone. Le système de prix pour les cultures d'exportation a pour but principal de générer des recettes fiscales plutôt que de protéger les exploitants agricoles des effets néfastes des marchés internationaux et de fournir des incitations à une production plus élevée. Cette politique a pour résultat un revenu agricole peu élevé et la perte d'exportation potentielles. Des études ont démontré que les prix payés à l'exploitant agricole pour les cultures d'exportation par l'agent représentant le conseil des prix et du marketing de la Sierra Leone (CPMSL) ne s'élevaient qu'à 60-70 pour cent des prix annoncés et probablement pas à plus de 50 pour cent des prix d'exportation, excepté pour les graines de palmier.

Par le truchement du CPMSL, l'Etat a été le seul importateur de riz et le seul à maintenir des stocks de riz pour les cas de besoin. Le Conseil est aussi l'agence gouvernementale chargée d'acheter et de moulinier le riz produit dans le pays. MARN fournit au CPMSL des prévisions sur le déficit escompte

pour chaque trimestre et du riz sera alors importé pour répondre à la demande. Sa distribution est planifiée au niveau central. Grâce à ce monopole de l'importation du riz et aux taux de change surévalués, le commerce du riz a été une opération profitable pour le Conseil surtout que les prix ont été proches de ceux qui sont suggérés par le taux de change non officiel.

Le CPMSL recommande quel prix sera offert aux producteurs pour le riz non décortiqué, bien que ce prix doive être approuvé par le MARN et le Cabinet. Cependant, le prix au producteur pour le riz non décortiqué reste peu élevé. Les responsables semblent être peu disposés à augmenter les prix au consommateur de manière à ce qu'ils correspondent à l'augmentation des coûts de production. Cela a pour conséquence, de diminuer la productivité dans le secteur des cultures alimentaires. Il n'y a pas de politiques s'appliquant aux autres cultures alimentaires telles que le sorgho, le manioc, les légumes et les onions. Les fluctuations saisonnières des prix ont tendance à être importantes et les exploitants agricoles sont souvent obligés de réaliser des ventes de "détresse" au moment de la moisson pour pouvoir obtenir les fonds nécessaires pour subvenir aux besoins du ménage, bien que ce soit là le moment où les prix au producteur sont les plus bas. Le problème encore plus grave concerne les onions: on permet les importations au moment de la récolte et par là sape le marché et décourage la productivité domestique:

Le fait que les prix du riz au consommateur sont subventionnés au détriment du fermier, a eu les effets néfastes suivants:

- le potentiel de développement national est retardé car les recettes publiques sont détournées des projets de développement
- l'accroissement des besoins en importations et la déplétion des ressources limitées en devises

- le consommateur urbain bénéficie au détriment des populations rurales et aggrave la différence entre les revenus des deux groupes
- des pressions s'exercent sur la situation - déjà en train de se détériorer - de la balance du commerce.

Le paiement de prix qui sont considérablement plus bas que les prix prédominants sur le marché mondial pour les exportations a eu un effet nuisible sur l'offre. On doit aussi noter que le moment où les prix garantis sont annoncés a peu d'effet immédiat sur l'offre courante, car les exploitants agricoles base leurs décisions concernant ce qu'ils produiront sur le prix des produits l'année précédente.

C'est un fait reconnu que les exploitations agricoles sont petites et que la majorité des fermiers sont illétrés. Malgré ces problèmes, ils remarquent l'effet des politiques de l'Etat et des pratiques des agences gouvernementales sur leurs activités. Quand les exploitants agricoles deviennent convaincus, à juste titre ou non, que les politiques de l'Etat et les activités des agences gouvernementales les concernant ne leur sont pas bénéfiques ou ne récompensent pas leurs efforts dans le domaine agricole, ils ne feront plus confiance à l'Etat et limiteront leur coopération avec les agents gouvernementaux ou ils les ignoreront complètement.

Les exploitants agricoles répondent positivement aux prix. Le manque d'incitations pour les exploitants agricoles et le taux élevé de croissance de la population ont été les causes les plus importantes du déficit croissant en produits alimentaires. Ceci a pour résultat l'exode rural et une dépendance croissante des produits alimentaires importés tels que le riz, la denrée

alimentaire de base du pays. Des bénéfices peu élevés dans le secteur agricole et des salaires médiocres en milieu rural encouragent un nombre croissant de jeunes à se rendre dans les villes où ils peuvent avoir des salaires relativement élevés dans le secteur tertiaire. Cette migration a pour conséquence un manque de main-d'oeuvre dans les provinces et des logements surpeuplés dans les villes. Bien que l'agriculture soit une priorité nationale, il faudra plus qu'un apport de capitaux pour stimuler une reprise puisque les politiques de base empêchent les améliorations.

Le Gouvernement est à la recherche d'un moyen de fournir un stimulus durable à la production agricole pour accroître ses gains potentiels et supprimer la dépendance croissante des importations de produits alimentaires.

En juillet 1983, quelques mesures visant à résoudre ces problèmes ont été introduites dans le cadre de l'accord de support du FMI. La valeur officielle de la monnaie locale a été ajustée de 1,25 Le à 2,50 par dollar E.U. en juillet 1983, après une période pendant laquelle il y a eu un marché commercial parallèle pour les devises. Le prix minimum fixé par l'Etat pour le riz non décortiqué a été augmenté de 12 Le à 18 Le par boisseau au début de 1983; en juillet 1983, les prix d'achat du CPMSL pour le café et le cacao a été augmenté respectivement de 1.904 Le à 3.472 Le et de 1.568 Le à 3.034 Le par tonne. Il semble que depuis les exploitants agricoles sont beaucoup plus intéressés à produire ces cultures. De nouvelles hausses des prix au producteur ont été annoncées pour stimuler la production. Le Tableau suivant montre les différents niveaux des prix:

Tableau: Prix au producteur pour  
les articles de base d'exportation  
Léones/tonne

	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85
Graines de palmier	224	246	448	896
Café	1344	1904	4256	8900
Cacao	1456	1568	3024	5600
Gingembre	874	1008	3024	5600

Cependant, à cause du manque chronique de devises, un marché non-officiel continue d'exister et seulement le futur permettra de voir si ces prix continueront de fournir des incitations adéquates.

Par le passé, le problème des prix peu élevés au producteur a été aggravé par des délais dans les ajustements des prix. Ceci a eu pour résultat que les annonces des prix ont souvent causé des dislocations dans le marché. Le MARN n'avait pas la base de données adéquates sur la production agricole et les prix agricoles ni la capacité analytique nécessaire pour remplir son rôle d'une manière satisfaisante dans ce domaine de la formulation des prix agricoles.

#### Crédit rural

Le crédit pour les exploitants agricoles se limite souvent au prêteur d'argent au niveau du village, aux efforts de la Banque nationale de Développement pour les emprunts à long terme et à ceux de la Banque nationale pour le Développement des Coopératives pour les crédits concernant les produits de base.

Le plan de garantie pour les petits emprunteurs offert par la banque de la Sierra Léone a une portée beaucoup trop limitée pour pouvoir répondre aux besoins en crédit des petits exploitants. Le plan de crédit offert dans le contexte des PIDA est une exception. Là, le plan de crédit a fonctionné d'une manière satisfaisante et les remboursements semblent s'effectuer d'une manière encourageante. On fournit des crédits en espèces et en nature et le niveau de supervision est très efficace. Cependant, on pense que le coût de la supervision pour lequel aucun chiffre n'est disponible, est élevé et probablement bien supérieur aux ressources allouées aux services ordinaires du MARN.

Tout le monde est d'accord que les crédits en eux-mêmes ne peuvent pas vraiment être la solution aux problèmes du secteur agricole à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une bonne motivation, que les producteurs ne puissent acquérir un degré suffisant de connaissance technique et qu'il n'existe un marché facilement accessible où les prix sont favorables. Il est très vraisemblable que c'est l'absence de ces facteurs complémentaires qui a empêché les essais de crédit fait par le passé. Il est certain que l'expérience concernant le remboursement, que ce soit dans des plans gérés par le MARN, le Département des Coopératives ou par d'autres sources, n'a pas été une expérience heureuse. Des expériences plus récentes, cependant, ont montré que si on peut fournir ces facteurs complémentaires, le manque de crédit deviendra alors forcément un obstacle d'importance critique au développement agricole.

10

### Conclusion

Il y a généralement un consensus qu'il y a une différence entre le taux de change officiel et la valeur réelle de la monnaie étrangère. Cette différence est une des causes principales du déclin de la production des cultures d'exportation; les importations bon marché qui sont subventionnées menacent aussi la production domestique de riz, d'huile de palme, de graines de palmier, de maïs, d'onions et d'autres récoltes.

Les prix peu élevés réduisent le montant des devises disponibles pour l'importation des facteurs de production, des pièces détachées et du matériel de remplacement pour le secteur agricole ainsi que des matériaux nécessaires à la production des produits essentiels et des biens qui servent d'incitations dans les zones rurales. Les installations en cours de détérioration et les incitations inadéquates ont à leur tour contribué au déclin de la production des cultures d'exportation, ce qui a aggravé davantage la crise du manque de devises.

Les prix au producteur n'ont pas été maintenus aux niveaux qui fournissent un revenu qui sera suffisamment attrayant pour que les exploitants agricoles, surtout la nouvelle génération, restent dans les villages et continuent à exploiter la terre. Les prix peu élevés au producteur, combinés au manque de biens servant d'incitation dans les zones rurales et à l'attraction naturelle exercée par la vie en ville a causé une forte migration des jeunes des villages aux centres urbains. Les biens servant d'incitations sont nécessaires si on veut mieux motiver les exploitants agricoles à cultiver des cultures de rapport et aussi pour pouvoir faire fonctionner les plans d'incitations pour les travailleurs des propriétés agricoles. Les bicyclettes et les radios sont particulièrement recherchées. Les bicyclettes peuvent aussi être utilisées pour le transport des facteurs de production et des produits.

Le développement du secteur agricole a de nouveau été déclaré important par le Gouvernement pendant ces dernières années, après une période de déclin sérieux dans la performance du secteur minier en tant que pourvoyeur de devises et comme source de recettes pour l'Etat.

Améliorer l'agriculture pour qu'elle devienne le secteur principal de l'économie et qu'elle puisse non seulement fournir des emplois mais aussi des matières premières pour l'industrie et des devises pour le pays est maintenant la politique officielle. A cette fin, l'Etat a lancé divers programmes agricoles, y compris les PIDA, visant à accroître les recettes provenant des exportations et à rendre le pays auto-suffisant en ce qui concerne ses besoins alimentaires. En plus, divers incitations, y compris des prix plus élevés pour les produits agricoles, ont été mis à la disposition de la communauté agricole. La reprise de l'économie dépend du secteur agricole, puisque, à terme moyen, c'est le seul moteur prévisible de croissance. Les politiques d'incitations détermineraient en fin de compte si les PIDA sont des succès.

ECW/IANC/AGR(SY)1/5

C E E A O -----U S A I D

APERCU GENERAL DE L'AGRICULTURE GUINEENNE

SYMPOSIUM SUR LES INCITATIONS AGRICOLES  
POUR  
UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

ABIDJAN, 9 au 13 avril 1985

## I. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU SECTEUR AGRICOLE

### 1. INTRODUCTION

Environ 82 pour cent de la population travaillent dans le secteur agricole qui contribue à environ 42 pour cent au PIB. Pendant les 20 dernières années, la production du secteur rural a décliné. La contribution de l'agriculture au PIB a baissé, passant de 46 pour cent en 1973 à 42 pour cent en 1981. Cependant, la production dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des pêcheries et de la foresterie a augmenté au rythme de 20 pour cent de 1973 à nos jours, un taux inférieur au taux d'accroissement de la population rurale pendant la même période.

Pendant cette période de crise, le sous-secteur des cultures commerciales a été le plus sérieusement touché, ce qui explique la part insignifiante de l'agriculture dans le volume des exportations des dernières années.

De la même façon, la production de riz a pris du retard par rapport au taux d'accroissement de la population rurale, ce qui explique le volume élevé des importations qui à l'heure actuelle approchent les 100.000 tonnes par an.

#### Zones écologiques et leur production

##### - Guinée maritime - Basse-Guinée

- Palmier à huile
- Fruits: bananes, mangue, ananas, oranges, etc.
- Cultures maraîchères (surtout autour des villes)
- Arachides
- Cheptel (limité)

- Moyenne-Guinée - Fouta Djallon

- Agriculture et cheptel
- Fruits et légumes dans les basses terres
- Arachides (région de Koundara et de Gaoual)
- Riziculture sur sols irrigués et sols arrosés par la pluie  
(Koundara et Gaoual)
- Maïs et fonio

- Haute-Guinée

- Agriculture et bétail
- Coton
- Fruits y compris mangues
- Riziculture sur sols irrigués dans les vallées
- Maïs et manioc
- Tabac
- Arachides

- Régions forestières

- Riziculture sur les terres basses
- Café - cacao
- Palmier à huile et hévéa
- Ressources forestières

A l'heure actuelle, les surfaces cultivées couvrent 1,4 millions d'hectares dont près de la moitié sert à la riziculture. La surface nationale arable est estimée à 4 millions d'hectares; ce qui représente environ 30 pour cent du territoire.

105

## 2. LA PRODUCTION AGRICOLE

Les politiques agricoles précédentes reposaient surtout sur un secteur étatique fort qui participait aux productions agricoles (usines agro-industrielles intégrées, fermes communautaires, etc.) En plus, l'Etat contrôlait toutes les activités agricoles grâce à un système de réglementations très strictes (prix officiels, monopole des exportations, collecte forcée, etc.).

Cette politique a engendré un déclin des exportations agricoles, une chute de la production alimentaire, une expansion des importations de produits alimentaires et une hausse des dépenses publiques.

Les principales cultures d'exportation telles que le café, l'ananas, la banane, les graines de palmier, le tabac, etc.) ont chuté.

La situation alimentaire est caractérisée par une production insuffisante et par des importations de riz estimées à 100.000 tonnes par an pour subvenir aux besoins des grandes villes.

## 3. PRODUCTION ANIMALE

On a accordé la priorité aux grands complexes étatiques, c'est-à-dire aux grandes fermes étatiques (Ditinu, Famoïla) et aux fermes collectives. Les éleveurs étaient pratiquement ruinés, peu aidés et étaient obligés de payer chaque année un impôt représentant 10 pour cent de leur troupeau. La commercialisation du cheptel était réservée à l'Etat qui payait (pas toujours) le prix officiel qui était bien en-dessous des prix en vigueur. Ces obstacles ont fait que les producteurs se sont tournés vers des marchés extérieurs plus lucratifs.

Le cheptel compte 2 millions de bovins de la race N'Dama et environ 1 million de moutons et de chèvres.

#### 4. FORETS

La forêt est composée de la manière suivante:

- forêt dense: 800.000 hectares
- Savanne: 12.000.000 hectares
- Mangroves: 260.000 hectares
- Forêts dégradées: 1.700.000 hectares.

Les ressources ne sont pas quantifiées mais pourraient représenter 30 à 60m<sup>3</sup>/hectare de bois de construction dans les zones de forêt, 10 à 30m<sup>3</sup>/hectare de bois de feu dans les régions de savanne et de mangrove. A l'heure actuelle, la consommation pourrait être de 130.000 m<sup>3</sup> par an pour le bois de construction et 10 millions de troncs de bois de feu par an.

Les activités en foresterie comprennent le reboisement (peu important), la protection des grands bassins de drainage et des démonstrations de méthodes d'exploitation, de développement et de gestion.

Dans ce secteur, il faudrait définir une nouvelle politique d'une manière plus rationnelle.

#### 5. PECHERIES

Le plateau continental de la Guinée couvre 56.000 km<sup>2</sup>. Il est très poissonneux (sardines et autres poissons, mollusques et crustacées).

On dispose de peu de données sur le potentiel total, mais il est pratiquement certain qu'il existe des ressources diverses - en grande quantité - qui permettraient des activités de pêche tant industrielles qu'artisanales. La création récente d'un Secrétariat d'Etat pour la pêche au sein du Ministère du Développement rural témoigne de l'intérêt que l'Etat apporte à ce secteur vital.

## II. PRINCIPAUX OBSTACLES DANS LE SECTEUR RURAL

### 1. Statistiques

On manque d'études de base nécessaires pour formuler des politiques et stratégies efficaces et pour déterminer quels projets seront prioritaires.

### 2. Réseau routier et transport

Les routes d'accès sont dans un état déplorable et les moyens de transport sont insuffisants. Souvent il y a des pénuries d'essence et de pièces détachées.

### 3. Marketing et prix

La politique de prix qui comporte de nombreux problèmes est accompagnée d'une structure de marketing médiocre.

### 4. Recherche en agriculture

Elles sont pratiquement inexistantes. Cependant, depuis 1980, des efforts ont été faits notamment au niveau de la recherche appliquée.

### 5. Facteurs de production

Mauvaise utilisation des facteurs de production due à de mauvaises techniques et au manque de devises nécessaires pour acheter les engrais, les pesticides, les produits vétérinaires, les machines agricoles et les outils.

6. Crédit agricole

Manque d'un système de crédit approprié. Les agriculteurs n'ont pas encore vraiment bénéficié de ce type de crédit.

7. Technologie

Mauvais choix (Importations massives et désorganisées de tracteurs).

8. Stockage

Infrastructure insuffisante (silos et autres).

9. Agro-industries

Manque de facteurs de production agricoles.

10. Détérioration des exportations des produits agricoles et de

Bétail

- café
- banane
- ananas

Ces produits constituaient par le passé une source de richesse pour la Guinée.

11. Formation

Manque de personnel formé et services de vulgarisation inefficaces. Les rapports entre les cadres supérieurs (ingénieurs) et les cadres moyens (inspecteurs des travaux agricoles) sont pratiquement inexistantes.

12. Irrégularité des pluies

Sécheresse, surtout au nord du 10° parallèle.

13. Financement

Faible quand on considère l'étendue de la tâche et mauvaise planification.

109

14. Mauvaises installations pour les services de vulgarisation

Absence de dialogue entre les agriculteurs et le Ministère de l'Agriculture.

III. Nouvelle stratégie de développement agricole

Un programme d'intérim pour le développement économique (1985-1987) vient d'être adopté (la priorité a été donnée au secteur agricole, 28%). L'objectif principal est de canaliser les efforts vers le secteur rural grâce à une série d'actions destinées à regagner la confiance des agriculteurs et à améliorer les conditions de production.

La reprise du secteur agricole demande à ce qu'on installe des structures de support pour les services et techniques et qu'on fasse appel aux initiatives privées aussi bien qu'aux organisations d'exploitants agricoles.

En termes concrets, la stratégie de développement du secteur rural sera basée sur les principes suivants:

1. Meilleure rentabilité des secteurs publics, participation de l'Etat et promotion du secteur privé grâce à des études et à des analyses de projets faites avant qu'on ne décide de réaliser quelque projet que ce soit.

2. Les services de vulgarisation devraient tenir compte du système productif de l'agriculteur, des possibilités et contraintes du système écologique dans lequel il vit, afin de définir un modèle de production amélioré. Ce modèle devra faire l'objet de discussions avec le producteur.

3. Préparation d'une politique de prix agricoles cohérentes. On devrait garantir les prix au producteur. Des progrès considérables ont d'ailleurs déjà été réalisés dans ce domaine (prix des produits d'exportation: café, cacao, graines de palmier, libéralisation de la vente de riz et d'autres produits alimentaires).

4. Lutte contre l'exode rural en améliorant les conditions de vie rurale (puits, alimentation en eau, programmes de développement intégrés, création d'emplois dans les zones rurales).

5. Inventaire du potentiel des quatre régions naturelles et préparation de plans directeurs pour leur aménagement.

6. Organisation de l'approvisionnement en facteurs de production pour les régions ayant de bonnes conditions agricoles. Les problèmes agricoles devraient être pris en considération lors de la définition de telles zones.

7. Amélioration de l'équipement agricole.

8. Mise en place de structures permettant d'obtenir des semences améliorées.

9. Encouragement à la formation de groupements libres qui pourraient assurer diverses fonctions au sein des communautés villageoises (commercialisation des produits agricoles, achat des biens de consommation)

10. Réhabiliter la recherche agricole.

11. Etudes de marché pour les exportations (bananes, ananas, fruits, légumes, café, mangue, graines de palmier)

12. Formation et recyclage du personnel agricole.

13. Encourager l'établissement d'entreprises privées guinéennes et étrangères avec la possibilité de participation de l'Etat sous forme de sociétés mixtes afin d'aider ces entreprises à décoller.

14. Termes de référence pour la préparation du plan de développement en cours:

- inventaire des ressources forestières;
- recherche agricole = planification et programmation de la recherche sur une période de 10 ans;

- programme national pour la production de semences et amélioration au niveau de l'élevage et de la production des cultures;
- étude d'une stratégie à long terme destinée à la production de riz, y compris une programmation pour le développement (auto-suffisance dans la production alimentaire et exportations);
- introduction de cultures commerciales ayant des débouchés potentiels intéressants ou pouvant approvisionner les nouvelles usines agro-industrielles en café, noix de coco et graines de palmier.

### CONCLUSION

A cette étape critique du plan de reprise national, la nouvelle stratégie insiste sur la réorganisation des structures de production, l'organisation du secteur rural, le développement de la libre entreprise et du secteur privé. On tient avant tout à accroître la production alimentaire pour arriver à l'auto-suffisance. A cette fin, il est plus que jamais nécessaire de coopérer aux niveaux régional et sous-régional. C'est d'autant plus le cas parce que les économies des différents pays sont riches et possèdent de nombreuses ressources qui les rendront complémentaires, spécialement face aux conditions climatiques de plus en plus adverses qu'ils subissent tous à l'heure actuelle.

CEEAO doit jouer un rôle de leader dans ce contexte.

ECW/IANC/AGRI (SY)/I/7

SEMINAIRE SUR LES MOYENS  
D'ACCELERER LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES DE PRODUCTION  
ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

L'EXPERIENCE IVOIRIENNE

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL  
DE LA COTE D'IVOIRE

SYMPOSIUM SUR LES INCITATIONS AGRICOLES  
POUR  
UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

ABIDJAN, 9 AU 13 avril 1985

SEMINAIRE SUR LES MOYENS  
D'ACCELERER LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES  
DE PRODUCTION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

L'EXPERIENCE IVOIRIENNE

La croissance du secteur agricole constitue la base de la rapide expansion de l'économie de la Côte d'Ivoire. Par conséquent, l'Etat a décidé dans le cadre de ses politiques économiques d'accorder une haute priorité à ce secteur.

Le Président de la République, Son Excellence Félix Houphouët-Boigny, l'a exprimé dans les termes suivants :

"Notre agriculture, qui est et devra rester le pilier le plus solide de notre développement, n'est pas simplement destinée à être une source sûre de recettes d'exportation pour l'Etat. Elle doit permettre à tous les habitants de ce pays d'avoir accès à des produits alimentaires sains et en quantité suffisante. Les pays qui n'ont pas tenu compte de cela sont à présent obligés d'importer à des coûts élevés ce que leur terre aurait produit en abondance. En plus, un secteur agricole solide incite les jeunes à rester dans les zones rurales. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour atteindre ce but. Nous nous assurerons bien sûr que les agriculteurs seront rémunérés de manière juste pour leur travail et que les villageois, qui ne sont pas exposés aux tensions des grandes villes, puissent néanmoins bénéficier du confort, des avantages en matière de santé, d'éducation, d'information, de communications et de loisirs qui sont à notre disposition grâce aux techniques modernes.

Après la décolonisation, beaucoup de pays politiquement indépendants sont devenus de plus en plus dépendants des sources extérieures pour pouvoir nourrir leurs populations et ils ont ainsi perdu dans les domaines économiques

et financiers les avantages acquis dans le domaine politique".

I. Mise au point de la stratégie ivoirienne

En 1980, le dernier Congrès du "Parti démocratique de la Côte d'Ivoire", a proclamé que l'aide aux agriculteurs était l'une des plus importantes priorités nationales. On a aussi adopté le slogan "Auto-suffisance alimentaire" et plusieurs missions ont visité l'intérieur du pays pour expliquer cette stratégie et gagner le soutien de la population.

En 1981, le nouveau Secrétariat d'Etat pour l'Agriculture, responsable de la promotion des cultures alimentaires, a lancé une croisade pour l'auto-suffisance alimentaire basée sur les six principaux éléments suivants:

- préparer et diffuser des plantes ayant un rendement élevé, adaptées aux conditions agricoles et habitudes alimentaires des populations;
- moderniser les techniques de production en améliorant les méthodes agricoles traditionnelles et en introduisant les machines agricoles;
- accorder une aide spéciale aux jeunes et aux femmes dans le cadre de ce processus de modernisation;
- organiser le marketing en insistant sur la création et la réhabilitation des coopératives;
- mettre en place des techniques de conservation et de transformation;
- organiser la production des récoltes alimentaires en renforçant les structures de développement.

En 1983, les mesures visant à augmenter les cultures vivrières ont été renforcées davantage grâce à la création d'un Ministère du Développement rural qui a été non seulement chargé du développement des cultures vivrières, du bétail et des pêcheries, mais qui est également responsable de la mise en oeuvre de la stratégie de production alimentaire ivoirienne.

115

Cet effort, au niveau institutionnel, visant à équiper le pays avec un instrument opérationnel a été accompagné d'une analyse approfondie de la situation alimentaire. C'est ainsi que l'on a préparé un plan alimentaire, une stratégie et un plan d'action pour le développement rural.

## II. Préparation du plan alimentaire (1983)

La préparation a été réalisée par cinq commissions interministérielles. Chaque commission était présidée par le Ministère compétent en la matière. Ces commissions s'occupaient notamment de:

A. Recherche. Identifier et définir les relations entre les services de recherche et les services de vulgarisation et de développement agricole.

B. Production. En s'appuyant sur les statistiques relatives à la production et à la consommation, évaluer les différences entre l'offre et la demande des cultures vivrières en 1982 et faire des prévisions pour 1985 et 1990; identifier les actions prioritaires qui devront être mises en oeuvre pour réduire les importations.

C. Consommation. Etudier les obstacles à la commercialisation efficace des cultures vivrières, analyser les conditions afin d'améliorer les relations entre consommateurs et producteurs (création de marchés, organisation de la commercialisation, etc.).

D. Transformation. Etudier quelles sont les meilleures conditions pour développer la culture des produits alimentaires, les stocker et les transformer (igname, banane plantain et manioc).

E. Finances. En s'appuyant sur les recommandations contenues dans les quatre rapports techniques précédents, estimer les coûts financiers et évaluer les conséquences économiques du plan alimentaire proposé.

Ces cinq éléments ont donné lieu à une série de documents contenant les idées et recommandations des principaux ministères impliqués dans la réalisation du plan alimentaire en Côte d'Ivoire. Il a également été possible pour le Ministère du Développement rural de définir une stratégie et un plan d'action.

### III. La stratégie et le plan d'action du Ministère du Développement rural

Cette stratégie vise avant tout à augmenter les revenus des agriculteurs par le biais d'un environnement économique favorable avec les éléments suivants:

- une politique de prix visant à inciter la production;
- une politique de subventions pour encourager l'adoption d'une technologie plus avancée;
- une politique fiscale pour protéger la production locale et décourager d'une part la consommation de produits importés et pour réduire, d'autre part, les coûts des facteurs de production grâce aux exonérations douanières;
- une politique de crédit agricole pour adapter les conditions et modalités aux besoins de l'agriculture, de l'élevage et des pêcheries;
- une politique de promotion, d'encouragement et d'organisation de l'épargne au niveau des villages pour une agriculture auto-financée;
- une politique visant à organiser les zones rurales grâce à l'élargissement du rôle des organisations rurales (coopératives et amicales) et grâce à la réorientation des Fonds régionaux d'Animation rurale (FRAR), de manière à avoir des investissements plus productifs.

- une politique visant à améliorer les conditions de vie dans les zones rurales (habitat, voirie, équipement collectif, couverture sanitaire, infrastructure éducationnelle et encouragement à l'artisanat).
- une politique visant à moderniser les méthodes agricoles, surtout pour le défrichage, la mécanisation et la modernisation, le contrôle de l'eau, l'utilisation de semences sélectionnées et autres facteurs de production qui aideront à l'expansion des activités agricoles.
- une politique visant à former les agriculteurs, les planteurs, les éleveurs et les pêcheurs et qui donnera aux méthodes audio-visuelles et aux média un rôle de plus en plus important au niveau de la diffusion de l'information au moment où l'introduction de nouvelles techniques demandera une plus étroite supervision des planteurs.
- une politique qui requiert des services qui précéderont les services de vulgarisation agricole et qui permettront une meilleure coopération entre la recherche agronome et l'élevage, puis des services de vulgarisation agricole tenant compte des besoins du producteur.
- une politique au niveau de la transformation et du marketing basée sur l'adoption d'une technologie rurale appropriée, sur l'organisation des circuits commerciaux primaires et en faveur de l'approvisionnement en facteurs de production et de l'établissement de marchés ruraux et régionaux qui encourageront une production agricole plus importante.

#### IV. Cadre pour la mise en oeuvre

Cette politique se situe dans le cadre "des projets d'animation rurale". Cependant pour que cette politique soit efficace, il est essentiel qu'elle soit sous-tendue par:

- des politiques nationales (prix, crédit, etc.) ou des plans sectoriels (plan alimentaire, plan pour développer les pêcheries et l'élevage).
- des plans régionaux ou plans directeurs basés sur les résultats des diagnostics permettant de définir les potentiels et vocations de chaque région en tenant compte des réalités du terrain.

En plus, ces projets devront prendre en considération trois facteurs importants:

- 1) la capacité de financement des différentes sources (nationales et internationales) face aux projets proposés;

- b) la capacité de la Côte d'Ivoire à absorber ces financements;
- c) la capacité de la Côte d'Ivoire à supporter les dépenses de fonctionnement.

Pour cette raison, le Ministère du Développement rural a fixé de manière rigoureuse la taille des projets, s'est assuré que leurs objectifs étaient spécifiques, faciles à quantifier, à suivre et à gérer.

En plus, il est nécessaire que les régions se spécialisent dans les différents types de production (denrées alimentaires et bétail) conformément à leur potentiel naturel.

C'est la raison pour laquelle le Ministère du Développement rural a choisi, en réalisant des projets nationaux visant à atteindre des objectifs spécifiques et urgents, des types de projets départementaux. L'idée sous-jacente est de réaliser des projets dont la portée se limite à un ou deux départements.

Deux raisons justifient cette approche:

- les grands projets régionaux intégrés qui ont déjà fait l'objet d'études compliquées n'ont pas pu obtenir un financement suffisant en raison de leur taille.
- les projets qu'on a réalisés autour des zones urbaines, ont deux désavantages: ils créent une compétition entre les zones urbaines et rurales souvent au détriment de ces dernières et ils sont coûteux. De ce fait, il serait bon d'envisager le développement des zones d'influences des villes.

Le projet d'animation rurale au niveau des départements semble être la meilleure solution puisqu'il s'adresse aux autorités administratives élues localement.

Toutefois, la Côte d'Ivoire continuera à mettre en oeuvre des projets d'envergure nationale s'adressant à des secteurs spécifiques ou à des secteurs où une intervention urgente est nécessaire, par exemple l'organisation du secteur des semences, de la santé du bétail, ou le programme d'urgence pour le riz, lequel est de la plus haute priorité.

### Conclusion

En conclusion, il est important de noter qu'il n'y aura pas de développement agricole si les revenus du producteur ne sont pas maintenus ou augmentés grâce à un système de subventions.

En plus, la subvention moyenne accordée à chaque agriculteur par la Communauté économique européenne n'avait-elle pas été estimée à 1,5 millions de CFA alors que la subvention donnée à chaque producteur américain la même année était de 4,8 millions de CFA?

En effet, s'il est important de parler de la réalité des prix, il est également nécessaire d'être prudent quand on s'occupe de la production alimentaire.

Les faits parlent d'eux-mêmes. Les pays qui ont réussi sont ceux qui ont installé des systèmes de prix, accordé de l'aide et des subventions afin d'encourager les agriculteurs à produire et à commercialiser leurs excédents alimentaires.

C'est pourquoi, au lieu d'être dépendant du marché international pour certains produits alimentaires d'importance stratégique tels que le riz, et cela au nom de la sacro-sainte théorie des avantages comparatifs, on doit créer en Côte d'Ivoire et en Afrique un contexte économique adapté aux aspirations et aux besoins de l'agriculteur afin de permettre à l'Afrique de produire les denrées alimentaires nécessaires pour qu'elle ne perde pas son indépendance et l'exercice du libre choix.

En effet, s'il est vrai qu'un pays comme la Côte d'Ivoire produit tout par lui-même et achète un certain nombre de biens sur les marchés mondiaux, il est également vrai que ce pays ne peut pas dépendre entièrement de ce marché pour acheter les denrées alimentaires de base.

Si pour une raison ou pour une autre, il y a pénurie d'un certain produit, il sera toujours possible de trouver une solution surtout s'il s'agit d'un produit qui n'est pas de première nécessité. Cependant, s'il s'agit d'un produit alimentaire essentiel, cela risque de causer des émeutes.

ECW/IANC/AGRI(SY)/1/4

C E E A O-----USAID

INCITATIONS POUR STIMULER LA PRODUCTION  
AGRICOLE AU GHANA

PREPARE PAR

KWAME ASAFU - ADJEI

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DIVISION ECONOMIQUE, ACCRA, GHANA

SYMPOSIUM SUR LES INCITATIONS AGRICOLES  
POUR UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

ABIDJAN, 9 AU 12 avril 1985

1022

## INCITATIONS POUR STIMULER LA PRODUCTION

### AGRICOLE AU GHANA

#### INFORMATION GENERALE

La superficie totale du Ghana est environ de 240.000 km<sup>2</sup>. La surface couverte par des terres est de 22,7 millions d'hectares (97% de la surface totale) dont 2,6 millions (11%) sont cultivées. Environ 34 pour cent des terres sont recouvertes de forêts (10% de forêts gardées et 24% non gardées), 55% sont couverts par la brousse.

La population actuelle du Ghana est estimée à 12,6 millions d'habitants avec un taux d'accroissement annuel de 2,5 pour cent. Pratiquement 70 pour cent de la population habitent dans les zones rurales et sont engagés dans des activités agricoles.

Environ 50 pour cent de la population a moins de 15 ans et 3 pour cent ont plus de 65 ans. Le taux d'alphabétisation est de 30 pour cent.

Au cours du temps, on a assisté à l'apparition d'une large main-d'oeuvre professionnelle et qualifiée. En 1980, la population active était estimée à 4,1 millions de travailleurs ou 36 pour cent de la population totale. Cinquante pour cent des emplois se situaient dans les secteurs de l'agriculture, des pêcheries et de la foresterie. La plupart des membres de la population active sont des travailleurs indépendants.

#### INFRASTRUCTURE

En 1980, on a estimé que le pays comptait 20.000 miles de routes, dont 20 pour cent étaient bitumées. Les transports routiers contribuent de 2/3 à la valeur brute du secteur des transports et communications. Le réseau

ferroviaire national couvre environ 800 miles et forme un triangle reliant la capitale, Accra, à Kumasi dans l'arrière-pays et à Takoradi dans la région de la Côte Ouest. Le réseau ferroviaire traverse les principales plantations de cacao et les zones forestières où on produit le bois.

### AGRICULTURE

L'agriculture est le secteur économique le plus important. Quatre vingt quinze pour cent des activités agricoles se font dans des petites exploitations agricoles qui utilisent des techniques culturelles traditionnelles. L'exploitation moyenne est d'environ 3 hectares. En 1981, ce secteur (y compris les pêcheries et la foresterie) contribuait à 51 pour cent au PIB et fournissait les 2/3 de l'emploi total.

Le cacao est la culture la plus importante couvrant 50 pour cent des terres cultivées et contribuent à 60 pour cent aux recettes provenant des exportations. Les cultures vivrières et le bétail représentent 52 pour cent de la production agricole. Les principales cultures vivrières sont les céréales et les cultures féculentes alimentaires de base. Le maïs constitue la production céréalière la plus importante (50% de la production céréalière). Les autres céréales sont le riz, le mil et le sorgho.

Le manioc est la culture féculente la plus importante, représentant 50 pour cent de la production de cette catégorie. Parmi les autres, on trouve la banane plantain, les ignames et le taro. Les autres cultures vivrières sont les légumineuses, les légumes et les fruits. Les cultures industrielles les plus importantes sont le coton, le tabac, l'hévéa, le palmier à huile et la canne à sucre.

Les produits forestiers du Ghana sont la troisième source la plus importante de rentrées de devises et ce secteur emploie environ 700.000 personnes. Les arbres abattus sont soit exportés sous forme de troncs ou transformés en produits semi-finis, tels que le bois de sciage, le placage, le contreplaqué et les produits finis (meubles, portes, lattes de plancher).

Le Ghana est situé à proximité des eaux de pêche parmi les plus riches au monde. Bien que la pêche soit pratiquée, surtout dans des pirogues, le potentiel toutefois n'est pas exploité de manière significative.

Le sous-secteur des pêcheries est divisé en deux: les pêcheries maritimes et les pêcheries d'eau douce. La pêche en mer comprend la pêche faite avec des pirogues la pêche le long de la côte, en haute-mer et la pêche au thon. La pêche en eau douce se pratique dans le lac Volta, dans les fleuves et lagunes et comprend aussi l'élevage de poissons.

#### Tableau

PREVISIONS CONCERNANT LES BESOINS EN POISSONS  
SI ON ASSUME UN TAUX DE CROISSANCE DE LA  
POPULATION DE 2,5 POUR CENT

	Tonnage Requirement	Domestic Production (MT)	Short fall (MT)
1984	457,700	328,600	129,100
1985	469,100	393,150	75,950
1986	480,800	421,125	49,675

Pour inciter les agriculteurs à réaliser les buts mentionnés ci-dessus, il est nécessaire de rénover et de remplacer les moteurs hors-boru, les pirogues, les filets, l'attirail de pêche et de produire des pièces détachées pour les moteurs et des produits réfrigérants pour les installations de stockage réfrigéré.

Vingt-sept millions de dollars seront accordés à ces fins dans les trois années à venir. Les institutions de ce sous-secteur sont:

1. Le département des pêcheries qui s'occupe de la recherche et de l'approvisionnement en équipement pour les organisation privées et publiques s'occupant de pêche;
2. La corporation publique des pêches;
3. Les coopératives privées de pêche.

La pêche est surtout pratiquée par des pêcheurs indépendants et l'aide financière est accordée sous forme de crédit par la Banque de Développement agricole.

La pêche à la lance qui fournit 70 pour cent des poissons pêchés est faite par des pêcheurs individuels.

Avant l'arrivée du PNDC, l'élevage de poissons était pratiquée sur une très petite échelle par le Département des Pêcheries dans le nord du Ghana. Le nouveau gouvernement a lancé un programme à court terme pour accroître la production alimentaire afin de subvenir aux besoins de la population du Ghana. Le Département des pêcheries a relevé ce défi et intensifié les efforts pour propager l'idée de la pisciculture dans les neuf régions du Ghana. Les populations rurales qui ont accès à des terres doivent construire des étangs qui permettront une production piscicole à grande échelle.

De la même façon, dans les capitales régionales, surtout à Accra-Tema dans la région du grand Accra, à Kumasi dans la région de Ashanti et à Koforidua dans la région de l'est, un grand nombre d'habitants pratiquent des activités piscicoles à des fins commerciales. On accorde de plus en plus d'assistance technique pour aider les habitants à construire des bassins de pisciculture dans leur jardin ou dans leur cour où ils pourront élever des poissons, que ce soit à des fins de consommation domestique ou à des fins commerciales. Ces projets visent à améliorer le statut nutritionnel des familles urbaines et rurales.

En 1982, première année de la Révolution, 1.612 agriculteurs ont bénéficié de l'assistance technique accordée dans le cadre de ce programme. Pendant la même époque, 482 bassins de pisciculture particuliers, et 145 fermes piscicoles moyennes ont reçu respectivement des stocks de 73.270 et 78.803 tilapias.

En tout, 41,4 acres de bassins de pisciculture particuliers et 45,5 acres d'étangs commerciaux ont été aménagés.

Pendant la première moitié de 1983 (de janvier à juin, 1.153 agriculteurs ont bénéficié d'assistance technique en matière de pisciculture dans tout le pays. Pendant cette période, 300 bassins de pisciculture particuliers et 153 étangs commerciaux ont été stockés respectivement avec 44,683 et 63,368 tilapia SPP. Le 30 juin 1983, la superficie totale des pièces d'eau stockées était de 25,30 acres pour les bassins particuliers et de 16,8 acres pour les étangs commerciaux de taille moyenne.

Pendant les premiers 18 mois qui ont suivi la Révolution (de janvier 1982 au 30 juin 1983), 614 bassins de piscicultures particuliers, ayant une superficie totale de 66,7 acres ont été alevinés, avec 117.953 tilapia. Pendant cette période, 216 étangs commerciaux, ayant une superficie totale de 62,3 acres ont été alevinés avec 142.171 tilapia.

Dans le contexte du programme d'assistance technique, les services fournis par l'Etat aux pisciculteurs s'adressent a tous les aspects de la pisciculture, en particulier,

- 1) inspection des sites
- 2) construction des bassins et normes de construction
- 3) sélection et approvisionnement en alevins pour stocker les bassins
- 4) gestion centrale de la qualité de l'eau
- 5) techniques de gestion des bassins qui comprennent la fertilisation et l'alimentation supplémentaire.

L'Etat fournit non seulement ces services aux pisciculteurs qui construisent des bassins de pisciculture particuliers, mais il les aide en leur fournissant des facteurs de production tels que le ciment et le grillage qui leur sont nécessaires pour réaliser leurs projets.

#### SECTEUR AGRICOLE

La politique du gouvernement du Ghana a pour but de supprimer les nombreux obstacles qui empêchent la production agricole de s'accroître en fournissant des capitaux à ce secteur pour:

- 1) réhabiliter les projets et les programmes en cours;
- 2) assurer qu'il y a toujours des quantités suffisantes de facteurs de production;
- 3) maintenir une structure des prix qui fournit des incitations;
- 4) soulager les goulets d'étranglement dans les transports;
- 5) décentraliser l'administration de l'agriculture;
- 6) réformer les institutions principales qui sont engagées dans la production agricole.

Pour appliquer cette politique, le gouvernement a mis de côté 479 millions destinés uniquement à fournir des quantités suffisantes de semence, de produits chimiques agricoles, d'outils et de matériel agricoles.

La politique et la programmation en vigueur pour les années 1983-86 ont pour but d'accroître la production alimentaire, certaines matières premières et des cultures d'exportation. L'industrie du cacao a été la colonne vertébrale de l'économie et le restera encore longtemps. La production industrielle a laissé à désirer depuis le milieu des années 70.

Le bénéficiaire principal des politiques pendant la période de réhabilitation sera le petit agriculteur indépendant. La production s'accroîtra grâce à l'augmentation du rendement à l'acre. On obtiendra un meilleur rendement à l'acre grâce au traitement des cultures correctement et en temps opportun, au binage et aux pratiques culturales améliorées et aux prix appropriés au producteur. Un des objectifs majeurs de cette politique est de supprimer les goulets d'étranglements dans les transports et de réhabiliter les hangars de stockage.

Dans le cadre du Programme de réhabilitation, on prévoit que la production du cacao atteindra les quantités suivantes:

	<u>Tonnes</u>
1983-84	210.000
1984-85	250.000
1985-86	300.000

Les besoins en financement pour ce sous-secteur pour les trois prochaines années s'élèvent à 195 millions de dollars E.U., le programme d'investissement public est minimal et ne s'élève qu'à 27,9 millions de dollars E.U.

La réhabilitation et la plantation sont encouragées par le biais de prix rémunérateur au producteur qui sont révisés et ajustés périodiquement de manière à ce que le revenu en termes réels de l'exploitant agricole soit protégé. Dans le but d'appliquer cette politique le prix au producteur pour un sac de 30 kg a été augmenté de 98 cédis (¢) en 1982 à un prix de 600 ¢ qui est entré en vigueur le 31 mai 1983. En plus, on est entrain d'essayer de formuler une politique plus rationnelle en ce qui concerne les produits chimiques utilisés pour traiter les cultures. On est aussi entrain de chercher un moyen de fournir des quantités adéquates et de distribuer ces produits aux agriculteurs. Des commandes ont été placées pour l'importation d'un million de litres de gammolin, qui s'ajouteront aux stocks existants et qui feront qu'environ 2 millions de litres d'insecticides seront disponibles. En outre, 20.000 pulvérisateurs ainsi que les pièces de rechange nécessaires ont été commandées, ce qui permettra de traiter environ un quart des 4 millions d'acres de cacao. On estime qu'une fois traiter avec Capsid, la production du cacao devrait s'accroître de 25 pour cent la première année, de 40 pour cent la deuxième année pour la superficie traitée. Un programme spécial de plantation a été lancé dans les régions les plus gravement affectées par les feux de brousse.

En 1982, la production alimentaire était particulièrement basse. Les pluies étaient à la fois insuffisantes et irrégulières. Aucun engrais n'avait été importé en décembre 1981 ce qui a fait que la saison agricole principale a dû commencer sans engrais. En 1983, la situation était grave à cause des feux de brousse qui étaient très répandus. L'année suivante, le PNDC a fait tout son possible pour assurer que des quantités raisonnables d'engrais seraient disponibles pour la saison des semences. A ce jour, environ 70.000 tonnes

d'engrais ont été importées, distribuées et utilisées par les exploitants agricoles. L'Etat a décidé de diminuer progressivement la subvention aux engrais. Le secteur privé et les co-opératives sont maintenant autorisés à distribuer et à commercialiser les engrais.

Ces mesures, on espère, vont rationaliser la structure des prix et promouvoir l'utilisation efficace des engrais, ce qui devrait avoir un effet bénéfique sur la production des céréales les plus importantes. L'Etat a aussi importé assez d'insecticides, d'herbicides et de pesticides pour qu'ils puissent être distribués par l'intermédiaire de sociétés du secteur privé.

Toutes les céréales alimentaires et les produits féculents de base sont échangés sur le marché sans que l'Etat n'intervienne en fixant, contrôlant ou en surveillant les prix si ce n'est par l'annonce des prix minimaux garantis par le support public. Les prix de ces articles de base ont beaucoup variés d'une région à l'autre et d'une saison à l'autre mais les prix nets payés aux agriculteurs sont lucratifs.

Le fait que le système de transport est entrain de se détériorer est la cause de changements importants et erratiques dans les prix des produits alimentaires dans les centres urbains les plus importants. L'Etat est donc entrain d'essayer de résoudre ce problème d'une manière urgente et en plus d'importations d'urgence de pneus, de pièces détachées et de batteries, il est engagé dans un effort plus systématique visant à réhabiliter les routes et les autoroutes, les chemins de fer, les ports et la manutention des cargos, et cela dans le cadre d'un programme d'investissement à moyen terme. On espère que ces investissements aideront à diminuer le montant des frais de transport des produits alimentaires.

L'Etat est conscient du problème auquel doivent faire face les fermiers pour se procurer des semences de bonne qualité. Bien que la Société de semences du Ghana (Ghana Seed Company) est entrain de s'améliorer, l'Etat encourage les coopératives et le secteur privé à fonder des sociétés visant à multiplier et à distribuer les semences, ce qui devrait permettre de répondre à la demande croissante pour des semences de qualité. Egalement, des incitations appropriées (y compris l'absence d'impôts pendant près de cinq ans) sont offertes aux coopératives et au secteur privé pour qu'ils mettent sur pied des exploitations agricoles produisant du bétail, de la volaille et des produits laitiers afin d'accroître la production dans ces domaines, car les besoins nutritionnels du pays ne peuvent être satisfaits avec la production nationale existante.

#### CREDIT AGRICOLE

Dans le cadre du programme de reprise économique de l'Etat, le crédit agricole sera fourni par la Banque de Développement rural, les banques rurales et les banques commerciales. A part les prêts institutionnels, les prêteurs traditionnels faisaient aussi des prêts agricoles aux agriculteurs.

Le programme d'investissement du secteur public est peu important et le crédit agricole est considéré comme un service de support essentiel plutôt que comme un élément du secteur public.

Les découverts, les prêts et les avances fournis par la Banque de la Sécurité sociale au secteur agricole sont présentés dans le Tableau ci-dessous.

1.32

SECTEUR AGRICOLE

	cedis	=	%
1981	11 millions	=	5.4
1982	35 millions	=	11.4
1983	77 millions	=	18.6
1984	290 millions	=	26.3

MONTANT TOTAL DES PRETS POUR TOUS LES SECTEURS

1981	=	₺	214 millions
1982	=	₺	309 millions
1983	=	₺	415 millions

Près de 3.000 fermiers dans les projets d'irrigation de Tono et de Veà ont bénéficié chaque année du schème d'emprunts non garantis à court terme. Trois mille six cents autres fermiers (représentant 145 groupes) provenant de tout le pays ont reçu des emprunts dans le cadre de ce projet. Le montant des crédits fournis à ces autres groupes s'élevait à 56,6 millions de Cedis à la fin de juin 1984.

L'Etat a déjà décidé de permettre aux prix du marché de déterminer les bénéfices nets pour les exploitants agricoles engagés dans la production alimentaire. Les exploitants agricoles doivent aussi prendre les décisions concernant les prix et la distribution du palmier à huile (une culture de rapport) sans que l'Etat n'intervienne. Des mesures similaires sont envisagées pour d'autres récoltes qui fournissent des matières premières importantes pour l'industrie telles que le coton, le tabac et l'hévéa, de manière à assurer que les fermiers sont suffisamment encouragés.

### ORGANISATION DES PRODUCTEURS

Les fermiers sont membres de diverses co-opératives et associations. La Fédération principale est la Fédération des coopératives agricoles du Ghana qui est l'organisation mère pour d'autres groupes. Elles négocient pour les exploitants agricoles en vue d'obtenir de bons prix, des facteurs de production et la distribution des facteurs de production agricoles. Le programme avec la Fédération des coopératives agricoles du Ghana est basé sur le fait que tout accroissement important de la production agricole en général et de la production alimentaire en particulier dépendra pour longtemps des petits exploitants agricoles qui produisent 90 pour cent de tous les produits agricoles. La Fédération des co-opératives agricoles du Ghana est particulièrement intéressée à répondre à leurs besoins et commercialiser leur production.

### REFORME AGRAIRE/LEGISLATION

Au Ghana, nous n'avons vraiment pas de problèmes avec la terre. Les propriétaires fonciers se divisent en deux groupes. Les terrains publics sont à la garde de l'Etat et sont surtout situés dans les zones urbaines à l'exception des forêts gardées qui sont éparpillées dans tout le pays. Ces terres sont acquises par l'Etat par Ordonnance législative.

Ensuite nous avons les terres "stool" qui sont sous le contrôle des chefs traditionnels. Il est plus facile d'acquérir ces terrains que les terrains dont l'Etat est le propriétaire. L'Etat a lancé un programme éducationnel demandant aux chefs traditionnels de céder ces terres aux personnes qui sont intéressées à l'agriculture ou à des entreprises connexes. Les chefs répondent favorablement à l'appel de l'Etat.

CONCLUSION

Bien que le PNDC ait hérité d'un pays dans un état économique misérable, la discipline économique, le travail dur, la dévotion au devoir à accomplir, et enfin, des conditions naturelles favorables, en particulier des pluies abondantes, permettront à la production alimentaire de s'accroître dans les années à venir. Il en est particulièrement ainsi maintenant que de plus en plus les Ghanéens commencent à réaliser que l'agriculture est lucrative.